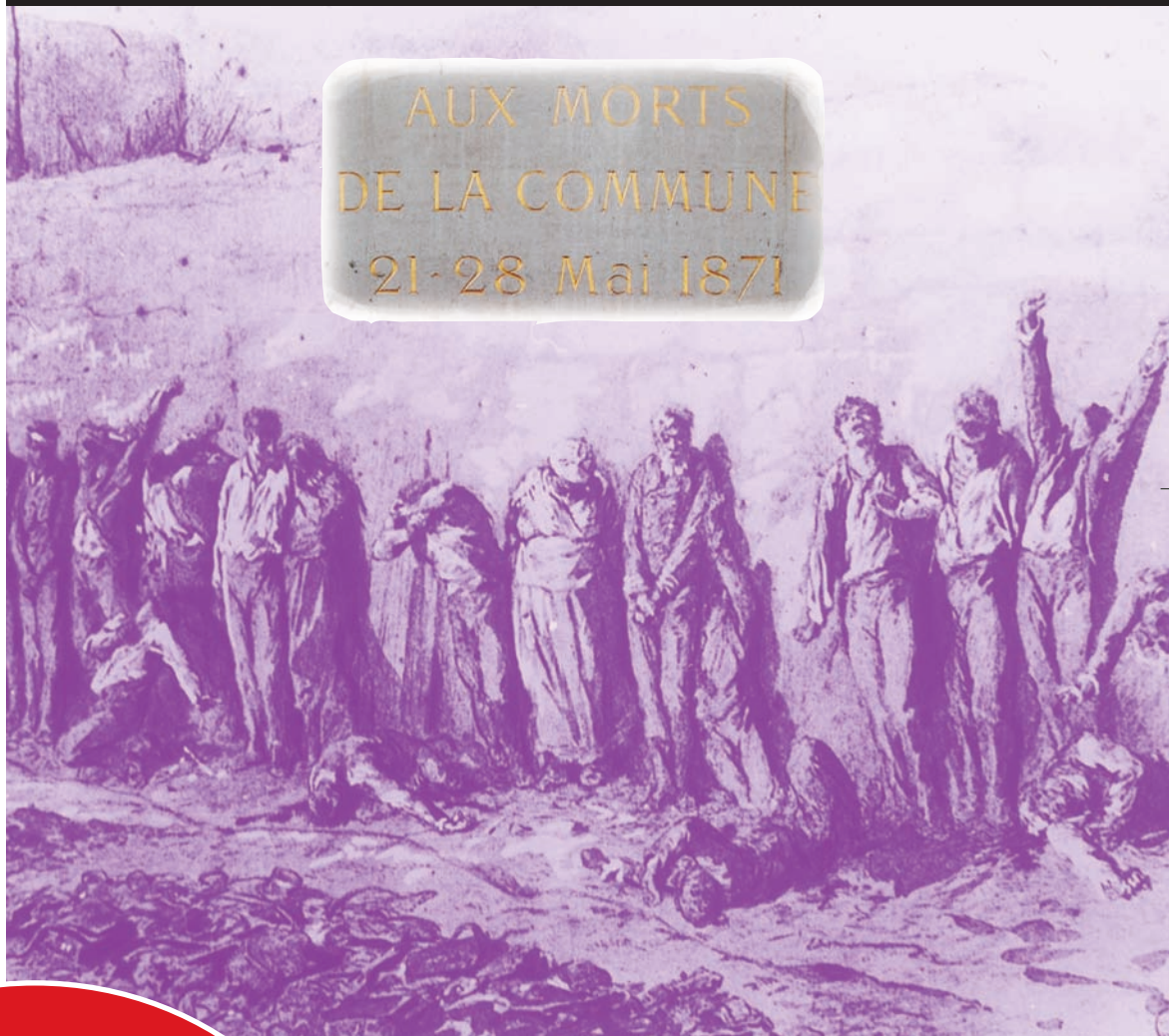




La Commune

BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS-1871

AUX MORTS
DE LA COMMUNE
21-28 Mai 1871



2006
PRINTEMPS-ÉTÉ
NUMERO
28

20 MAI 2006 AU MUR DES FÉDÉRÉS
RENDEZ-VOUS À 14 HEURES 30,
CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE,
ENTRÉE RUE DES RONDEAUX, 75020 PARIS
MÉTRO GAMBETTA



Pour que vive votre bulletin...

Dans notre dernier bulletin, vous avez pu découvrir les différentes phases de sa fabrication.

Mais, avant d'en arriver là, il faut bien évidemment de la « matière première », à savoir des articles qui en composeront chaque numéro.

Amis adhérents, ce bulletin est le vôtre !

La « vitrine » de votre Association vous est grande ouverte ! Provinciaux, Parisiens, Banlieusards, prenez la plume, exprimez-vous avec vos convictions, votre cœur. Vous avez tous quelque chose à dire, à raconter, et ce quelle que soit votre région de résidence : anecdotes, faits historiques, expositions, pamphlets, etc.

Vous détenez peut-être des gravures anciennes, photos, images, illustrations. Des membres de votre famille, des proches ont peut-être participé de près ou de loin aux événements du Printemps 1871... Il y a tant de sujets à développer se rapportant à la Commune de Paris et à celles de Province...

Amis de Province, membres de nos Comités ou non, vous qui représentez près de la moitié de

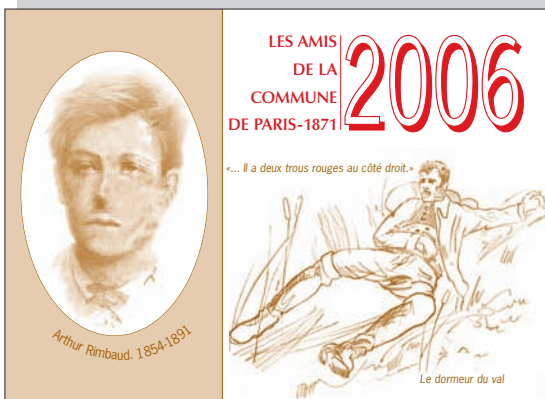
nos « effectifs », c'est à vous plus particulièrement que s'adresse cet « appel ». Pour beaucoup d'entre vous, le bulletin est le seul vecteur de communication, le seul lien avec le cœur de l'Association. Faites-nous part de vos suggestions, critiques, etc. Nous en tiendrons compte, dans la mesure du possible et du raisonnable. A cet égard, votre bulletin pourrait s'enrichir d'une nouvelle rubrique « Echos de nos Provinces ». Ce sont vos articles qui lui permettront de voir le jour...

Il ne s'agit pas de faire du journalisme, et partant de développer quelque « complexe de plume ». Tout nous intéresse, tout vous intéresse... Rien ne doit être occulté, oublié, effacé. Chacun d'entre nous, chacun d'entre vous se doit, pour que la mémoire subsiste, d'apporter sa pierre, si modeste soit-elle, à l'édifice.

C'est ainsi que, pour les générations futures, perdureront les idéaux de la Commune.

Plus que jamais, vous avez la parole !

Pour le Comité de Rédaction
Jacqueline Hog-Jean-Marc Lefébure



ADHÉREZ OU RÉADHÉREZ
COTISATIONS 2006
CARTE D'ADHÉSION
 A partir de 33 euros -
 Soutien à partir de 50 euros
 A partir 5 euros
 pour les faibles ressources
 A partir de 150 euros
 pour les collectivités

H

Histoire - La Commune et les étrangers

LA COMMUNE
DE PARIS-1871

La Commune source d'inspiration...



La Commune de Paris élue le 26 mars 1871 ne s'impose pas en assemblée nationale. Elle est un conseil municipal pour la capitale, même si certaines de ses orientations et décisions ont une portée qui dépasse le cadre parisien et ressemblent à celles de l'Assemblée parlementaire.

La Commune est une assemblée « représentative »

dont chacun des membres est délégué de pouvoirs de ses électeurs. Dans la perspective de la Constitution de 1793, la Commune engendre une véritable démocratie au nom de la souveraineté populaire : « Les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révoquables, comptables et responsables ».

Au XIX^e siècle, de nombreux étrangers, réfugiés politiques ou économiques se fixent en France. En 1866, Paris compte entre 150 000 et 200 000 étrangers qui s'assimilent à la population. D'autre part, en 1864, la Première Internationale provoque la rencontre des ouvriers de différentes nations, lors des congrès et manifestations de l'organisation. Ce brassage des peuples est favorable à la reconnaissance de l'autre et la Commune trouve, là, un terrain favorable à l'application de sa politique à l'égard des étrangers, leur assimilation à sa cause.

La Commune manifeste constamment son internationalisme en nommant des étrangers dont elle apprécie

les mérites à des postes dirigeants. C'est une politique nouvelle, un fait unique dans l'histoire mondiale. Un Hongrois, Léo Fränkel, siège au conseil général de la Commune. La Commission des élections, le 30 mars 1871, valide ainsi son élection : « Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit

de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent, la commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis et vous propose l'admission du citoyen Fränkel ». Léo Fränkel, promu, fait fonction de ministre du Travail et inspire l'œuvre sociale de la Commune. Des généraux polonais, Dombrowski et Wroblewski reçoivent le commandement des deux principales armées. Elizabeth Dmitrieff, jeune femme d'origine russe, est portée à la direction de l'union des femmes ... et nombreux sont, en

core, les étrangers qui participent à la Commune. L'impact de la Révolution du 18 mars 1871 est immense sur les travailleurs du monde entier. Jusqu'au bout et encore aujourd'hui, elle est entourée de la solidarité du mouvement ouvrier international.

**LA COMMUNE
MANIFESTE CONSTAMMENT
SON INTERNATIONALISME
EN NOMMANT
DES ÉTRANGERS DONT
ELLE APPRÉCIE LES MÉRITES
À DES POSTES DIRIGEANTS.
C'EST UNE POLITIQUE
NOUVELLE, UN FAIT UNIQUE
DANS L'HISTOIRE MONDIALE.**

Patrick Cavan



Le monde ouvrier et les étrangers à la fin du Second Empire



Le démarrage significatif de la société industrielle se situe approximativement dans le deuxième tiers du XIX^e siècle.

C'est la mise en application des techniques et technologies nouvelles, de la nouvelle division du travail qui en découle, de la concentration de la main-d'œuvre et du grossissement de l'unité de production. En France, la révolution industrielle tarde à se développer. Le noyau prolétarien n'est encore que de faible importance, les artisans dominant.

Sous le Second Empire, si l'on ne peut encore parler d'une complète révolution industrielle, l'entreprise va évoluer avec les nouvelles techniques et technologies, avec le besoin de concentration pour réduire les coûts face à la concurrence. Dans ces conditions, le nombre d'ouvriers par employeur augmente, la division du travail et la gestion de la main-d'œuvre sont plus poussées, les changements technologiques altèrent le statut des ouvriers. L'entreprise va passer du stade du travail à domicile à l'atelier, de la petite et moyenne entreprise puis à l'entreprise-usine qui est la forme supérieure de l'organisation du travail, de l'emploi de machines plus complexes à meilleure productivité. Les entreprises-usines n'occupent que 50 ouvriers au maximum, quelques-unes comptent quelques milliers d'ouvriers. Cependant, la plupart du tissu industriel français reste composée de micro-entreprises, d'établissements proches de l'artisanat ou de l'atelier. L'économie du Second Empire est un mélange de phénomènes nouveaux et de pratiques anciennes qui restent

encore très dominantes. A l'ère des marchands et des négociants succède celle des techniciens et des ingénieurs, lorsqu'au XIX^e siècle le progrès technique gagne tous les secteurs de l'industrie. Le patronat trouve ses racines dans la bourgeoisie. Le réseau familial assure la réunion des capitaux indispensables au démarrage d'une entreprise. Bien que les attitudes conservatrices dominent, apparaissent lentement les cadres, les contremaîtres, les employés : les improductifs.

Pour assurer le développement de l'industrie, la France entreprend une révolution dans les domaines des banques, du crédit. Les lignes ferroviaires, à l'état de tronçons souvent non raccordés, peu utilisables, passent de 3248 km en 1851, à 16 645 km en 1869 ; le nombre de voyageurs/km est multiplié par quatre ; le rail est un moteur du développement économique. Il en est de même dans les transports maritimes. Le besoin de main-d'œuvre provoque un exode rural vers les villes, sous le Second Empire, Paris passe de 1 400 000

à 1 850 000 habitants avec de l'ordre de 10 % d'étrangers, le nombre d'étrangers résidant en France double et passe à 740 000 soit 2 % de l'ensemble de la population. Ce brassage des peuples est favorable à la reconnaissance de l'autre. La Commune va donc trouver un terrain favorable à l'application de sa politique à l'égard des étrangers.

L'industriel admet difficilement que l'amélioration de la productivité résultant de l'application des technologies et moyens nouveaux, qui lui permettent de résister à la concurrence tout en maintenant le bénéfice, profite

**A L'ÈRE DES MARCHANDS
ET DES NÉGOCIANTS
SUCCÈDE CELLE
DES TECHNICIENS
ET DES INGÉNIEURS,
LORSQU'AU XIX^E SIÈCLE
LE PROGRÈS TECHNIQUE
GAGNE TOUS LES SECTEURS
DE L'INDUSTRIE.**



aussi à l'ouvrier ; d'où de violentes réactions ouvrières. Il est important de noter que les revendications mettent en avance des exigences d'un niveau qualitatif nouveau. Si la demande d'une augmentation de salaire est présente, s'y ajoutent d'autres revendications fondamentales et nouvelles comme la réduction du temps de travail journalier, la révision des règlements d'entreprise, la gestion ouvrière des fonds sociaux. Il faut noter que ces impulsions nouvelles sont la base de l'action et des revendications.

La période du Second Empire est cruciale pour la société française, c'est le moment où émerge une nouvelle bourgeoisie d'entreprises, différente de la bourgeoisie traditionnelle, un monde entièrement nouveau des classes moyennes urbaines, ainsi qu'un monde ouvrier en voie de transformation. Le mouvement ouvrier et républicain, déstabilisé après la Révolution de 1848, se reconstruit.

A l'occasion de l'Exposition universelle de Londres en 1862, Napoléon III, par pure démagogie et pour obtenir le soutien des classes laborieuses, décide d'envoyer à Londres une délégation ouvrière parisienne. Pour déjouer la manœuvre de l'Empereur, le ciseleur Tolain reçoit l'assurance que la délégation ne sera pas choisie par le pouvoir et que des élections auront lieu dans chaque profession pour désigner les délégués. Cent quatre-vingt-trois ouvriers sont élus et partent pour Londres le 19 juillet 1862. Ils sont reçus fraternellement par les travailleurs anglais. Ils constatent que l'ouvrier anglais vit mieux que l'ouvrier français. Le développement considérable de l'industrie anglaise

s'est accompagnée de la naissance d'une puissante organisation syndicale (les trade-unions) qui défend la condition ouvrière.

A leur retour en France, les délégués réclament la création de chambres syndicales et la reconnaissance du droit de grève. En février 1864, lors d'une élection partielle, soixante ouvriers publient un manifeste rédigé par le ciseleur Tolain. Ils se plaignent que les ouvriers ne soient jamais élus : «Nous ne sommes pas re-

présentés, car dans une séance récente du Corps législatif aucune voix ne s'éleva pour formuler comme nous les entendons nos aspirations, nos désirs et nos droits, nous ne sommes pas représentés, nous qui refusons de croire que la misère soit d'institution divine» [...] Cette évolution de conscience de classe qui renforce les revendications ouvrières n'est pas sans effet sur la politique gouvernementale : le droit de coalition (action commune) est reconnu par la loi du 25 mai 1864. L'idée de fonder une association

internationale des travailleurs est dans l'air. Lors d'un meeting tenu à Londres le 28 septembre 1864, la Première Internationale est constituée. L'adresse inaugurale a été rédigée par Karl Marx qui a tenu compte des propositions formulées par les représentants ouvriers français. C'est un texte fondamental dans l'histoire du mouvement ouvrier, seize ans après le Manifeste du Parti Communiste.

1867. Grève des bronziens parisiens, la solidarité joue à plein : «Ouvriers, nous sommes tous attaqués, levons-nous tous unanimement !» Dix-huit délégués des

**EN FÉVRIER 1864, LORS
D'UNE ÉLECTION PARTIELLE,
SOIXANTE OUVRIERS
PUBLIENT UN MANIFESTE
RÉDIGÉ PAR LE CISEUR
TOLAIN. ILS SE PLAIGNENT
QUE LES OUVRIERS
NE SOIENT JAMAIS ÉLUS.**



Le monde ouvrier et les étrangers à la fin du Second Empire (suite)

corporations ont lancé cet appel. L'Internationale organise la collecte des fonds en province et aussi à l'étranger (les trade-unions se montrent particulièrement généreux). Grâce à cette solidarité internationale, les ouvriers bronziers ont pu résister et obtenir satisfaction à leurs revendications.

Les rencontres entre travailleurs de différentes nationalités vont se multiplier. Dans la période de tension précédant la guerre franco-allemande, les déclarations de solidarité entre les deux peuples se font pressantes. Le 12 juillet 1870, les sections parisiennes de l'Internationale publient un appel contre la guerre : «Frères d'Allemagne, au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui cherchent à vous tromper sur le véritable esprit de la France. Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide». Les travailleurs de Berlin répondent : «Nous aussi, nous voulons la paix, le travail et la liberté. Nous savons que des deux côtés du Rhin vivent des frères avec lesquels nous sommes prêts à mourir pour la République universelle».

Ces belles paroles, hélas, furent étouffées par les clameurs de haine et de chauvinisme des va-t-en guerre virulents, et le 19 juillet 1870, la guerre est déclarée. Les premières défaites de l'armée française sont sui-

vies de la chute du Second Empire.

Les sections françaises de l'Internationale et les sociétés ouvrières adressent un manifeste au peuple allemand et à la démocratie socialiste de la nation allemande :[...] «Sur les deux rives du fleuve disputé, Allemagne et France, tendons-nous la main, oublions les crimes militaires que les despotes nous ont fait commettre, les uns contre les autres. Proclamons : la liberté, l'égalité, la fraternité des peuples. Par notre alliance, fondons les Etats-Unis d'Europe. Vive la République universelle !»

Le 22 juillet 1870, la première adresse du Conseil général de l'Internationale est un message d'espoir : «Tandis que la France et l'Allemagne se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux».

C'est la Commune de Paris qui recueillera le bilan de l'ensemble des transformations sociales, économiques, démographiques, urbaines, mises en place sous Napoléon III.

Marcel Cerf et Bernard Eslinger



UNE NOUVELLE BROCHURE POUR UN VIEUX COMBAT :

LA COMMUNE DE PARIS ET LES ÉTRANGERS

En l'an 2006, l'agglomération parisienne n'a pas l'exclusivité d'une immigration provoquée par ceux qui fuient la misère au «cul verdâtre» ou l'oppression des états totalitaires. A la fin du XIX^e siècle, Paris identifiait environ 10 % de sa population parmi des Polonais, des Belges, des Italiens ainsi que bien d'autres Européens ou Américains recherchant la protection de la République Française et son essor économique. La Commune de Paris fut sans doute la première à favoriser ce métissage nécessaire à une humanité plus généreuse que nombrilique et le mérite de notre brochure est d'analyser comment. Pour quelques euros, commandez tout de suite ce document essentiel à une bonne compréhension du phénomène. Et il va vous expliquer combien la Révolution de 1871 doit à la coopération de ces Etrangers dont certains sont, peut-être, vos arrières grands-pères.

Claude Chanaud

Rhapsodie pour Garibaldi



Giuseppe Garibaldi est né à Nice en 1807 alors que cette ville méditerranéenne est rattachée à la France pour la première fois. Mais s'il trouve une place dans ce bulletin placé sous le signe des étrangers, c'est que, malgré le hasard de sa naissance, il est de nationalité italienne. Et aujourd'hui, c'est un de ces ressortissants de ce pays les plus connus au monde à l'instar de Leonard de Vinci ou Dante Aligheri.

Ces deux derniers évoquent toujours la peinture, la poésie, la littérature, la poésie, la littérature, l'art en général et le génie créateur tandis que lui incarne depuis le XIXe siècle le héros de la Liberté et de la justice sociale. Dans ce cadre, il dépassa souvent des intérêts purement nationaux puisqu'il est devenu au fil du temps une sorte de citoyen du monde, ou plutôt un

précurseur de cette citoyenneté sans frontière qui l'engagea sur bien des fronts et notamment en France pour lutter à nos côtés contre les Prussiens en 1870. L'armée française a quelquefois combattu Garibaldi sous le Second Empire mais la République l'a très souvent soutenu au point que la France devint sa deuxième patrie. Cependant, d'autres pays peuvent prétendre aussi à ce rôle. En effet, porteur de la révolution en Amérique du Sud où, engagé dans le combat de la libération des peuples européens, cet Italien est d'abord un rebelle prêtant la main aux émancipations du temps, un anticlérical nécessaire à de véritables choix personnels et un symbole romantique que son cheminement généreux et sa chemise rouge vont élever progressivement au niveau d'un mythe international. Doué d'un caractère fort, d'une présence sympathique

et d'un physique vigoureux, Giuseppe Garibaldi a d'abord l'opportunité d'apprendre mais il a aussi le goût de se perfectionner. Enfant, il est sans doute plus séduit par l'idée de l'aventure que par l'école mais, adolescent, il possède déjà les rudiments des techniques qui vont faire de lui un bon marin. Elevé en langue française, il apprend l'italien et l'Anglais. De plus, il explore d'autres disciplines grâce à son goût de la lecture

qui va le mener aussi bien vers les poètes que vers les historiens ou les scientifiques.

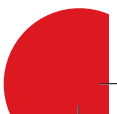
Bon professionnel de la marine, il devient capitaine de seconde classe à vingt-cinq ans et, lorsqu'il met pied à terre après une mission, il apparaît comme un gai compagnon de fraternité. On dirait de nos jours qu'il réussit à la manière d'un autodidacte surdoué. Il aurait sans

doute pu s'épanouir et prospérer dans cette carrière de cabotage et de commerce qui le mène tout jeune de Nice à Constantinople et de la mer Egée aux îles Canaries.

Cependant, son destin est ailleurs et c'est toujours à la lecture qu'il doit de réaliser de successives prises de conscience, lesquelles le propulsent d'une jeunesse active dans les transports maritimes à l'engagement politique. Aux lectures éclairantes s'ajoutent également des rencontres qui le mettent en danger, d'abord en France où, impliqué dans une première insurrection, il est condamné à mort par un tribunal militaire. Alors, il prend la fuite sur un brigantin allant de Rio où se trouve à une colonie italienne.

En 1836, cet homme d'exception, aussi bien corsaire opportuniste que penseur, séduit par les idées saint-simoni-

**L'ARMÉE FRANÇAISE
A QUELQUEFOIS COMBATTU
GARIBALDI SOUS LE SECOND
EMPIRE MAIS LA RÉPUBLIQUE
L'A TRÈS SOUVENT SOUTENU
AU POINT QUE LA FRANCE
DEVINT SA DEUXIÈME PATRIE.**



Rhapsodie pour Garibaldi (suite)

niennes, rêve de liberté et d'égalité, devient franc-maçon au Brésil et travaille aussi à la future insurrection italienne. Mais en attendant un éventuel retour «au pays», il se rode à un destin de combats de l'Uruguay au Brésil et à l'Argentine. Courageux comme d'Artagnan et rusé comme Ulysse, il découvre en combattant là-bas que «L'homme qui devient cosmopolite, qui adopte l'humanité pour patrie et va offrir son épée et son sang à chaque peuple luttant contre la tyrannie, est plus qu'un soldat : c'est un héros».

Il crée une association sous l'égide de Mazzini, le fondateur de la «Jeune Italie», puis il rencontre Anita, la compagne de son destin sud-américain qui va lui donner des enfants et le suivre fidèlement dans ses engagements. Elle va même l'accompagner à Nice en 1848 lorsqu'il y revient, quatorze ans après son départ. Ses exploits ont à ce moment-là un retentissement international. Il

fait partie d'une autre loge maçonnique dépendant du Grand Orient de France et, en même temps qu'il arbore la tunique de laine rouge des travailleurs des abattoirs de Buenos-Aires, son uniforme privilégié, il mûrit ses projets d'unité pour son pays. Et bien sûr, il est toujours agité par le désir de réformer.

Lors de son retour, soixante-trois amis de la Légion italienne traversent aussi l'océan pour l'accompagner dans ses combats et progressivement des volontaires cosmopolites les rejoignent. Les rencontres de divers démocrates allant des modérés aux révolutionnaires font le reste. Malgré la méfiance récurrente des gouvernements, il lutte sur tous les fronts possibles. Il

tient les Autrichiens en échec en Lombardie et participe même à une assemblée déclarant la Papauté déchue de son pouvoir temporel. Il combat également les troupes de Louis-Napoléon puis participe à la lutte contre une coalition européenne.

Ensuite, il traverse une période noire pendant laquelle Anita, désormais associée à la conquête de l'unité italienne, meurt. En 1849, il reprend le chemin de l'exil et part à New-York. Il passe ensuite à Panama puis au Pérou où les émigrés de son pays lui apportent toujours de l'aide. En 1853, il est en Angleterre.

Enfin il revient à Nice puis au Piémont après avoir résidé successivement au royaume de Sardaigne et au Maroc, là où il se met à l'écriture. En 1855, cet homme d'engagement et d'action suspend pour un temps ses activités politiques et achète une terre dans l'île de Caprera, tout près de la Sardaigne. Il y installe un domaine agricole en faisant montre d'intuitions extraordinaires concernant ce genre d'activités.

Il est doué aussi pour cela. Il a quarante-huit ans et la maison de son troisième âge est en construction. Cependant son aventure est loin d'être terminée. Paradoxalement, il s'engage avec les Chemises rouges en coopération avec la monarchie de Victor-Emmanuel jusqu'à l'Armistice de Villafranca. Puis devenu provisoirement chef des armées, il se lance dans des tentatives plus ou moins heureuses et de manière concomitante il connaît des amours éphémères. Enfin, au terme de cette période il attaque la Sicile, encore une fois au nom du Roi, avec pour objectif final l'unité du

**IL FAIT PARTIE D'UNE AUTRE
LOGE MAÇONNIQUE
DÉPENDANT DU GRAND ORIENT
DE FRANCE ET, EN MÊME TEMPS
QU'IL ARBORE LA TUNIQUE
DE LAINE ROUGE
DES TRAVAILLEURS
DES ABATTOIRS DE BUENOS-AIRES.**



pays. Et il réussit à vaincre les Bourbons qui se sont retranchés à Naples.

1861. Là où il y avait une simple expression géographique, il y a maintenant une nation, l'Italie, à laquelle il manque encore Venise et Rome. Et là où il y avait un patriote audacieux de notoriété, il y a un héros en instance de légende que l'Europe salue et honore.

Ensuite, Garibaldi quitte provisoirement la scène publique mais ses exploits demeurent dans toutes les têtes. Il continue à s'intéresser aux idées de progrès et

reste en liaison avec les démocrates de nombreux pays au point que les Etats-Unis lui offrent en 1861 la responsabilité de son armée pour lutter contre le Sud esclavagiste. Il ne donne pas suite. Ultérieurement, Venise ayant rejoint le Piémont, il prend la tête d'un autre mouvement insurrectionnel qui veut libérer Rome, toujours au profit de l'unité italienne. Hélas! Il perd

ce combat. Ses hommes finissent par se rendre aux militaires français qui défendent la cité papale et ses dernières prises de position politiques éloignent la Gauche italienne de son héros récurrent.

Fatigué, voire marginalisé, il réside maintenant avec beaucoup de difficultés dans son domaine où, de plus, il est sous le contrôle de la marine militaire. Malgré cette surveillance, il s'échappe de son île et se mobilise pour aider la toute nouvelle République française dans son combat contre les Prussiens et leurs alliés. Cette campagne des Vosges est l'ultime combat armé de ce chef de guerre «pas comme les autres» qui pense déjà aux Etats-Unis d'Europe. Il rentre ensuite à

Caprera. Cependant, il a laissé son fils Riciotti en France avec la consigne de s'unir aux Communards si la guerre reprend avec les Allemands mais il précise sa position : «Si cela est une question entre Français, ne t'en mêle pas». Quand l'insurrection parisienne lui offre de prendre sa tête, il refuse car, s'il est toujours prêt à participer à un combat pour l'indépendance d'un pays, il ne veut jamais être impliqué dans une guerre civile. De plus, cet authentique résistant aux monarchies, aux prêtres et aux privilèges a des réticences sur les théo-

ries de Karl Marx, notamment sur la lutte des classes. Plus près des idées de Bakounine concernant la révolution sociale, il prend cependant position pour la Commune de Paris-1871 au nom de la justice et de la dignité humaine, mais il n'y participe pas directement.

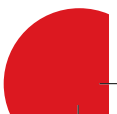
Sans salaire ni pension, il passe ses dernières années à Caprera entouré d'une nouvelle famille et, là,

il se remet à l'écriture. Emus par sa situation précaire, ses amis le pressent d'accepter des subsides amplement mérités jusqu'au jour où, enfin, il va accepter une pension du gouvernement italien. Il meurt le 2 juin 1882. Victor Hugo écrit : «Ce n'est pas l'Italie qui est en deuil, ce n'est pas la France, c'est l'humanité».

Ainsi vécu Garibaldi, héros obstiné d'une Italie en voie d'unification, qui, au-delà de ses engagements généraux devenus légendaires, demeure un symbole mondialement reconnu de l'esprit de résistance et des principes républicains de Liberté, d'Egalité et de Fraternité.

Claude Chanaud

**QUAND L'INSURRECTION
PARISIENNE LUI OFFRE DE PRENDRE
SA TÊTE, IL REFUSE CAR, S'IL EST
TOUJOURS PRÊT À PARTICIPER
À UN COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE
D'UN PAYS, IL NE VEUT
JAMAIS ÊTRE IMPLIQUÉ
DANS UNE GUERRE CIVILE.**



La Commune de Paris dans la genèse du ministère du Travail

Il y a cent ans, le 26 octobre 1906, paraissaient au Journal Officiel deux décrets. L'un portait création d'un ministère du Travail et de la Prévoyance sociale constitué à partir de services rattachés jusque là aux ministères du Commerce, de l'Intérieur et des Travaux publics. L'autre nommait son titulaire, un jeune avocat socialiste « indépendant », René Viviani.

Le ministère était ainsi créé non par une loi, mais par un décret précédé d'un rapport rédigé par Georges Clemenceau - devenu président du Conseil conservant le ministère de l'Intérieur - qui se référait à l'œuvre de Louis Blanc et de Victor Considérant, aux propositions des parlementaires et aux interventions des universitaires qui avaient contribué à cette création. Mais alors qu'il avait directement vécu les événements de 1871, il se gardait bien de mentionner la Commission du Travail et de l'Echange dont Lissagaray avait souligné qu'en la créant «la révolution du 18

mars aura plus fait pour les travailleurs que jusqu'alors toutes les assemblées bourgeoises de la France depuis le 5 mai 1789», et son animateur le révolutionnaire hongrois Léo Fränkel que dans une heureuse formule un historien qualifiera de «Premier ministre du Travail d'un gouvernement ouvrier».

L'idée d'un ministère du Travail (ou du Progrès) était inscrite, déjà, sur les banderoles des manifestants de la Place de l'Hôtel de Ville, trois jours après le décret du 25 février 1848 rédigé par Louis Blanc par lequel le gouvernement provisoire de la République française reconnaissait le droit au travail. On créait les «Ateliers

nationaux», on encourageait la formation «d'associations ouvrières de production», mais au lieu du ministère réclamé, on devait se contenter d'une «Commission du gouvernement pour les travailleurs».

Il faudra attendre trente-cinq ans après la Commune, dans un cheminement marqué par quatre principaux éléments :

- l'essor du mouvement syndical (1884 reconnaissance du droit syndical - 1886 création de la Fédération nationale des syndicats - 1892 création de la Fédération des Bourses du travail - 1895 création de la CGT - 1906 congrès d'Amiens) ;

- la publication d'une série de lois sociales, dont le ministère sera précisément chargé d'assurer la gestion, concernant le travail des femmes et des enfants (1874), les enfants maltraités et abandonnés (1889), l'assistance médicale gratuite (1893), la suppression du Livret ouvrier, les accidents du travail (1898), les enfants assistés (1904), l'assistance aux

vieillards, malades, infirmes incurables (1905), la création d'organismes et institutions tels que le Conseil supérieur du travail (1891), l'Inspection du travail (1892), la poursuite au-delà de la création du ministère de lois concernant le régime d'assurances sociales pour les mineurs, marins, employés de chemins de fer (1909), la publication en décembre 1910 du Livre I du Code du travail suivi d'un Livre II l'année suivante ;

- une succession de propositions de lois pour la création du ministère et de débats parlementaires où s'illustrèrent, avec constance, entre 1886 et 1906,

**LE RÉVOLUTIONNAIRE
HONGROIS LÉO FRÄNKEL
QUE DANS UNE HEUREUSE
FORMULE UN HISTORIEN
QUALIFIERA
DE «PREMIER MINISTRE
DU TRAVAIL
D'UN GOUVERNEMENT
OUVRIER».**



les députés Camille Raspail, Gustave Mesureur, abbé Lemire, Edouard Vaillant qui fut le responsable de la Commission de l'Enseignement de la Commune de Paris ;

- une campagne menée par des universitaires et des publicistes, tel Benoît Malon également ancien Communiste, des articles et études publiés par La Revue socialiste, la Société des droits de l'Homme, tendant à vaincre les résistances des conservateurs et du patronat, mais aussi les réserves des syndicats. Victor Griffuelhes, secrétaire de la CGT, ne déclarait-il pas : «Ce que nos gouvernants veulent surtout, c'est enrayer le mouvement révolutionnaire en canalisant nos grèves et en nous désorganisant».

Ces décrets de 1906 survenaient, en effet, dans une période de grande tension sociale. Une loi sur le repos hebdomadaire ou « semaine anglaise » venait d'être votée après bien des difficultés, alors que la question de la durée du travail était au centre de l'actualité. Aux dirigeants de la CGT qui voulaient faire du 1er mai un jour de grève pour les « huit heures », Clemenceau aurait déclaré : «Vous êtes derrière une barricade, moi devant.» Il faisait arrêter Griffuelhes et méritait, en plus du titre de «premier flic de France» qu'il s'attribuait à

lui-même, celui dont on l'affublait plus tard, de «bribeur de grèves». Dans les premières années de l'existence du ministère du Travail, le gouvernement sera confronté à la révolte des vignerons du Languedoc, à la mutinerie du 17^e de ligne, aux grandes grèves des postiers et des cheminots, à un mouvement social de grande ampleur ⁽¹⁾.

Aujourd'hui, alors que les maîtres du pouvoir s'emploient à détruire le Code du Travail, il faut se souvenir plus que jamais des leçons de l'histoire.

René Bidouze



(1) René Bidouze

- «La Troisième République (1871-1945)» in : «Histoire de la fonction publique en France», Tome 3 p. 215-342, Nouvelle Librairie de France, 1993.
- «Lissagaray la plume et l'épée», Editions de l'Atelier, 1991.
- «72 jours qui changèrent la cité, La Commune de Paris dans l'histoire des services publics», Le temps des cerises, 2001.
- «La Commune de Paris telle qu'en elle-même, Une révolution sociale aux avant-postes de la République,» Le temps des cerises, 2004.



**PERMANENCES AU SIÈGE DE L'ASSOCIATION :
LE JEUDI ET LE SAMEDI DE 15 À 19 HEURES**



Amouroux, un Communard tricolore



Le 26 mai 1885, lors des obsèques d'Amouroux, secrétaire de la Commune de 1871, le 117^e de ligne, avec son drapeau tricolore, lui rend les honneurs militaires à la maison mortuaire, 37 cours de Vincennes. Dans le cortège qui va jusqu'au Père-Lachaise, on remarque une trentaine de députés ceints de leur écharpe tricolore.

Au cimetière, quinze discours plutôt modérés sont prononcés dans le calme. Cérémonie étonnante car l'avant-veille, à l'enterrement du Communard Cournet, de très graves incidents ont opposé la police et les manifestants anarchistes. Violences qui font l'objet

d'une interpellation à la Chambre. L'explication de cette sérénité d'un jour réside à coup sûr dans la personnalité d'Amouroux, républicain, patriote et Communard.

RÉPUBLICAIN ET COMMUNARD

Charles Amouroux, né dans l'Aude en 1843, ouvrier chapelier monté à Paris en 1863, est élu membre de la Commune en 1871. Ce militant de «l'Internationale», syndicaliste et franc-maçon, est très connu du milieu populaire parisien pour son engagement contre l'Empire : 10 condamnations pour ses interventions musclées dans les réunions publiques. Il écrit alors dans « Le Réveil » et « La Marseillaise ». La police le signale comme « Ardent républicain. Orateur assidu des réunions publiques [...] libre-penseur », et note surtout ceci : « Excitait les ouvriers contre les patrons ». Ce grand exalté se serait alors fait « une position dans le parti révolutionnaire extrême ». On le dit même « en communauté d'idée avec le parti Blanqui-Tridon ».

Revenu à Paris en Septembre 1870 après un exil en Belgique, il prend part au mouvement d'opposition au

Gouvernement de la Défense nationale, participe à l'insurrection patriotique du 31 octobre et à la très républicaine « Ligue de défense à outrance ». Il est aussi un des membres fondateurs de l'« Association des Défenseurs de la République, pour le IV^e arrondissement ». Par ailleurs, Amouroux fait partie de la loge maçonnique « Les amis de la tolérance ». Candidat aux élections législatives du 8 février 1871, il obtient 26777 voix.

Ses convictions d'ordre national expliquent le fait qu'il cherche comme délégué du « Comité central de la Garde nationale, à soulever les villes de province après l'insurrection » parisienne du 18 mars. Il dira sans faiblir au Président du deuxième

Conseil de guerre que « Dans l'esprit des membres du Comité central, la conséquence de ce mouvement (le soulèvement de la province, NDR) était le remplacement de Versailles par une Constituante qui [...] décréterait la continuation de la guerre ».

Le 26 mars 1871, Amouroux est élu par le IV^e arrondissement par 7 950 voix sur 13 910 votants. Désigné secrétaire de la Commune, il rédige les comptes-rendus pour le Journal officiel de la Commune. Comme membre de la Commune, il vote, selon Le Figaro, « les mesures les plus violentes ». On l'accusera d'avoir poussé à l'exécution des otages et aux incendies. Il est l'un de ceux qui favorisent en avril le ralliement à la Commune des francs-maçons et qui se prononcent en mai pour le « Comité de Salut public ». Ajoutons qu'il fait partie dès avril de la Commission des relations extérieures. Fait prisonnier dans le XVI^e arrondissement sous un faux nom lors de l'entrée des troupes de Versailles dans la capitale le 21 mai. Il est identifié lors d'une tentative d'évasion et condamné en 1872 par le troisième



conseil de guerre aux travaux forcés à perpétuité. Il faut souligner que devant ses juges, Amouroux a défini la guerre civile de 1871 comme une regrettable «catastrophe» provoquée par la politique impériale. Il pense alors à la «revanche» qui, «à l'ombre des institutions républicaines», permettrait de récupérer «nos deux chères provinces», à savoir l'Alsace et une partie de la Lorraine qui sont tombées dans le giron prussien.

UN DÉPORTÉ COOPÉRANT

Déporté en Nouvelle-Calédonie, Amouroux va connaître trois années de souffrance à l'île Nou avant de revenir sur la Grand-Terre. A Canala, sous les ordres du lieutenant Servan, il est employé aux Ponts et Chaussées, un poste où il est apprécié, bien noté, laissant «la réputation d'un des plus infatigables travailleurs qui aient jamais paru sur les chantiers de la transportation», mais il va plus loin et l'on dénoncera «la conduite plus que soumise» de ce dernier : «Pendant les heures de repos - a écrit Maxime Lisbonne - il s'employait à couvrir de paille les gourbis des surveillants». Il «faisait le jardin des surveillants militaires à Nouméa» et «les servait à table», a dit un autre.

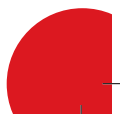
Lorsque l'insurrection canaque éclate en 1878, Amouroux se range du côté de la «civilisation française» contre les tribus révoltées. Avec une «compagnie franche» formée de trente Communards de Paris et de Narbonne, sous les ordres du commandant Rivière, il marche «en avant-garde pour la protection de la race blanche» contre «l'ennemi».

Cet engagement va être diversement apprécié, à gauche notamment. Il est vrai que le Gouvernement, pour témoigner sa reconnaissance, va commuer sa peine en dix ans de bannissement en juin 1879 avant de le grâcier en 1880. Selon diverses sources, Amouroux et ses hommes auraient contribué grandement à la pacification de l'île par leur comportement humanitaire vis-à-vis des insurgés. On commentera souvent l'action de ce «détachement» de communards qui, pendant toute la campagne, en faisant un maximum de prisonniers, a rendu «plus de services qu'aucune troupe régulière».

Cette défense des «colons menacés» et cette «politique de conciliation» d'Amouroux lui vaudront la reconnaissance, non seulement de son chef, le lieutenant Servan, qui restera son ami, mais aussi des milieux conservateurs, admiratifs, malgré les «divergences politiques» qui l'en séparaient. Ils estimaient qu'Amouroux était d'abord «un bon Français». Il va sans dire que du côté de certains socialistes révolutionnaires, qui pensaient que la révolte des canaques spoliés était juste, et qu'il était aberrant que des insurgés de 1871 aient participé à une répression dont ils avaient été eux-mêmes victimes, les dénonciations allaient se faire jour avec vigueur.

RADICAL ET SOCIAL

De retour en France par La Creuse début 1880, Amouroux rejoint Paris pour reprendre du service à Belleville. Mais on le remarque dès Avril dans les couloirs du Palais Bourbon et nous le voyons bientôt candidat aux élections sur une base archi-républicaine et toujours patriotique. Il s'en prend aux «manœuvres du socialisme césarien» et on le dit «adversaire de l'anarchie et de la collectivité». En effet, s'il se veut toujours révolutionnaire et partisan de l'«affranchissement du travailleur», il s'élève contre ceux qui préconisent «la révolution violente», ceux qui «à tout moment parlent de prendre un fusil». Infatigable militant ouvrier, il veut opposer à droite comme à gauche «l'esprit de solidarité», désirant par ailleurs le «triomphe de la République par le bulletin de vote». Amouroux est alors l'un des animateurs principaux de «L'Alliance socialiste-républicaine», qui milite pour un programme minimum réalisable «tant sur le terrain politique que sur le terrain économique». Il repousse ainsi «toute tentative violente, toute guerre civile», estimant que «l'anarchie est la source du despotisme, la doctrine la plus antisociale et la plus antirépublicaine», mais aussi que le «socialisme autoritaire» n'est pas la solution. Ajoutons toutefois que celui-ci, et notamment en tant que franc-maçon – on le signale comme membre de la loge «La Ruche libre» – appelle à l'union de tous les «républicains socialistes» pour combattre l'opportunisme de Gambetta et des



Amoureux, un Communard tricolore (suite)

siens. Sa candidature aux municipales ayant été adoptée dans les réunions publiques, il doit faire face à une série d'attaques de la part des socialistes révolutionnaires, en particulier Rouillon, concernant son comportement en Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de l'insurrection des Canaques, des «gens qui défendaient leurs droits et leur liberté». Amoureux est accusé d'avoir fait «force courbettes» pour obtenir sa grâce, mais il faut bien reconnaître qu'il assume avec virilité ses convictions - «Je veux toutes les réformes et la prospérité de la République» - et qu'il n'hésite pas à faire appel à l'officier de marine Servan pour laver son honneur. Ce dernier lui délivre «un certificat de courage». Face à ses détracteurs, il se montre déterminé et déclare «haine à tous ceux qui fouillent dans les serviettes et font parler les cadavre». Amoureux, qui se veut toujours, comme son ami Malon, un défenseur «naturel» du prolétariat, déclare ici et là qu'il n'est pas «partisan de la révolution violente, ce qui ne l'empêche pas de se présenter aux législatives «sous le drapeau du socialisme ouvrière» avec, il est vrai, «le programme minimum pour devise». Amoureux, qui affirme encore et encore «soutenir la classe du travailleur», se définit «communaliste» et «partisan de l'autonomie de la Commune», persuadé que «c'est le seul moyen de mettre la République à l'abri des coups d'Etat et des dictatures».

Battu à Saint-Etienne en août 1881, Amoureux fait ensuite campagne aux municipales dans le quartier de Charonne à Paris, où il est élu fin Octobre. Au cours de sa mandature, il se fait remarquer par certaines prises de bec – citons celle qui l'oppose au blanquiste Levrard en 1882 – mais aussi par ses prises de position dans *Le Radical* contre le Parti Ouvrier. Il estime que «l'union si nécessaire à l'affranchissement des salariés» est préférable «aux rivalités d'école ou de personnes». Il ira jusqu'à estimer que les théories sur «la question des classes ne débouchent que sur la division». Ses votes au conseil municipal seront mis en cause car il s'est élevé en 1883 contre une proposition de Joffrin visant à mettre sur pied une milice chargée de la garde de la cité, et contre une proposition de

Chabert en 1884 pour qu'une indemnité soit accordée aux survivants de la Commune.

Amoureux, qui critique le programme du «Parti Ouvrier», car il est, d'après lui «rempli de mots ronflants», affirme que le sien «n'a pas changé depuis 1863, et j'ai fait neuf ans de bagnon pour l'avoir soutenu en 1871» : «Vous vous dites communistes - poursuit-il - moi je ne le suis pas ; vous voulez former une classe à part et supprimer la bourgeoisie ; moi je veux l'union ; vous voulez supprimer le bourgeois, moi je veux, par mes efforts, arriver à élever le prolétaire au rang de la bourgeoisie au lieu de faire descendre le bourgeois au rang des prolétaires, et je trouve que c'est préférable.

Vous voulez créer un quatrième Etat, c'est-à-dire un Etat dans l'Etat, mais ce serait la décadence de la France et la destruction de la République. C'est pour toutes ces raisons que je vous ai toujours combattu et que je vous combattrai toujours ».

Sa priorité est donc la défense de la République. Lorsqu'on lui demande sous quel drapeau il se rangerait si elle était menacée, il répond : «Si la République était menacée par les monarchistes et que le drapeau tricolore soit là pour la défendre, je me rangerais sous ses plis, mais si, comme en 1871, elle était menacée par ce même drapeau, je me rangerais sous le drapeau rouge». En mai 1884, celui que l'on désigne avec méchanceté comme un «ouvrier chapelier pour la forme» en réalité «politicien de profession», un «socialiste indéfini», un «publiciste», est réélu au premier tour à Charonne. S'il est à ce moment question de lui pour la présidence du Conseil municipal de Paris, Amoureux reste surtout l'un des animateurs du «groupe autonomiste» qui réclame en décembre 1884, au nom de la «souveraineté absolue du suffrage universel», la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes républicaines où figurent la suppression du Sénat, la réforme de l'impôt, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'élection de la magistrature.

Néanmoins, il reste soucieux de la crise qui atteint la classe ouvrière et se montre toujours attaché au souvenir de la Commune. «La Bataille» du 16 décembre



1884 signale qu'il était présent à la réunion préparatoire pour élever un monument à Delescluze et aux Fédérés. Quelque temps après, dans Le «Cri du Peuple», il signera l'appel aux Anciens combattants de 1871 pour les obsèques de Vallès.

En Mars 1885, Amouroux, qui souffre déjà d'une «terrible maladie», est de nouveau sollicité pour se présenter comme candidat aux élections législatives : «J'irai à Saint-Etienne – écrit-il – pour continuer la lutte que nous avons menée ensemble en 1881 pour l'affirmation de la République démocratique et social ». C'est à ce moment que rebondit l'affaire de la répression contre les Canaques, sur fond de lutte politique entre les «révolutionnaires» et les «réformistes». Déjà Maxime Lisbonne, dans L'Ami du Peuple du 27 novembre 1884, avait réveillé le souvenir de cet épisode problématique : «L'insurrection canaque éclata et le lieutenant Servan confia au citoyen-forçat

Amouroux le commandement de vingt forçats pour aller la combattre. Amouroux ne se souvenait pas qu'il avait été membre de la Commune et qu'il combattait des hommes qui voulaient conquérir leur liberté, leurs droits, absolument comme lui en 1871»

En cette année 1885, Allemane y revient sans pitié et «se propose d'envoyer aux électeurs de cette circonscription la biographie d'Amouroux dans laquelle il fera ressortir la conduite plus que soumise de ce dernier en Nouvelle-Calédonie» ; «Le Proletariat» du 21 mars

1885 signale qu'Amouroux «laisse, Joseph politique, son pardessus dans sa circonscription, et va en caleçon à Saint-Etienne tenter de décrocher sa timbale électorale. Nous devons à nos amis toute la vérité sur cet ancien terrible chapelier de la Commune, devenu simple Tolain au conseil municipal de Paris, où il votait contre les propositions de Joffrin et de Chabert, maintenant en marche pour un Nadaud opportuniste.

Sa conduite est claire maintenant comme de l'eau de roche. Il n'en est pas moins utile de publier sa biographie».

Ces opinions socialistes peuvent paraître sévères, dans la mesure où Amouroux se présente avec succès le 5 avril contre un candidat opportuniste à Saint-Etienne. Selon l'Intransigeant, la foule l'«acclame [...] avec enthousiasme et chante la marseillaise». Certes, il siégera au Palais Bourbon « aux sommets de l'extrême gauche», il n'en reste pas moins qu'il a été élu avec l'étiquette «radical social».

**DANS SON TEXTE
DE REMERCIEMENTS
AUX ÉLECTEURS DANS
«LE RADICAL» DU 13 AVRIL 1885,
IL N'EST PAS QUESTION
DE LA COMMUNE DE 1871
MAIS DE LA
«RÉVOLUTION FRANÇAISE»
ANTIMONARCHISTE
ET ANTI-OPPORTUNISTE.**

Dans son texte de remerciements aux électeurs dans «Le Radical» du 13 avril 1885, il n'est pas question de la Commune de 1871 mais de la «Révolution française» antimonarchiste et antiopportuniste. Une perle de presse, sous forme d'un fâcheux point d'interrogation conclut son article : «Vive la République démocratique et sociale?». On sait qu'Amouroux n'est jamais devenu patron, mais certains révolutionnaires – voir «Le Proletariat» du 9 mai 1885 – le rappellent à l'ordre sur le chapitre social car pour eux «il s'agit non d'aider



Amouroux, un Communard tricolore (suite)

l'élection des bourgeois, mais de préconiser des candidatures ouvrières». Signalons ici qu'à l'époque, ce genre de combinaisons électorales, y compris entre «Chefs blanquistes» et «Chefs du Parti Radical» existe aussi. Bien entendu, Amouroux le savait d'où cette remarque dans ses remerciements aux électeurs : «Je ne suis pas de ceux qui se laissent aveugler par l'esprit de parti».

Obsèques en tricolore

Fin Mai 1885, la maladie d'Amouroux – on parle de phthisie à laquelle s'ajouterait une fièvre typhoïde – s'aggrave d'un coup et il meurt le 23. Une disparition saluée ainsi par un journal conservateur : «Quoique de profondes divergences politiques nous séparent de lui, nous avons conçu une telle estime pour son caractère, et nous avons exprimé avec tant de sincérité l'admiration que nous avait inspiré son rôle en Nouvelle-Calédonie

pendant la révolte des canaques, que des relations cordiales existaient entre lui et plus d'un rédacteur de ce journal. [...] Le député intransigeant qui meurt aujourd'hui, laissant une jeune veuve inconsolable, était en même temps un bon Français ; nous ne saurions l'oublier, et nous tenons à exprimer aux siens tous nos regrets». L'enterrement de «Monsieur Amouroux député de la Loire» (dixit le commissaire Clément) se déroule du début à la fin «dans le plus grand ordre». On ne signale aucun incident lorsque la troupe rend les honneurs militaires au «député défunt», malgré la présence de 6 à 7 000 personnes. Lorsque le convoi quitte la maison mortuaire suivi par une trentaine de députés «avec leurs insignes», un grand nombre de conseillers municipaux, cinq corporations avec leurs

bannières, plusieurs loges maçonniques dont celle des «Droits de l'homme», des représentants des comités radicaux, de «L'Alliance socialiste républicaine», de «La Libre pensée», et une foule de manifestants évaluée à 3 500 ou 4 000 personnes, une brigade de gardiens de la paix l'accompagne sur le côté droit sans que cela pose problème. On remarque aussi de nombreux représentants de la presse dans ces obsèques médiatiques qui attirent jusqu'à 10 000 curieux.

Si l'on note le déploiement de trois drapeaux rouges dans le cimetière, il n'en reste pas moins que la cérémonie avec les élus et son caractère corporatif est

**SI L'ON NOTE LE DÉPLOIEMENT
DE TROIS DRAPEAUX ROUGES DANS
LE CIMETIÈRE, IL N'EN RESTE PAS
MOINS QUE LA CÉRÉMONIE AVEC
LES ÉLUS ET SON CARACTÈRE
CORPORATIF EST «RESPECTABLE».**

«respectable». Un rapport de police précise que «peu de socialistes ont suivi le convoi» ; contrairement aux journées précédentes «les anarchistes ne se sont pas montrés» affirme un autre, bien qu'un indicateur en repère une vingtaine. Ceux-ci se font discrets. Il est cependant probable que

ce sont eux qui ont crié «Vive la Commune !» au moment de l'apparition des drapeaux rouges, la foule restant indifférente. Pour sa part le commissaire Clément n'a rien entendu puisqu'il rapporte qu'«aucun cri séditieux n'a été poussé» ni à l'entrée ni à la sortie de la nécropole. Une seule exception remarquée : ce cri anonyme de «Vive la Commune !» pendant le discours d'Eudes qui parle au nom des Anciens combattants de 1871 devant le caveau provisoire. Un informateur conclut ainsi ses observations : «Il n'y avait pas de groupes révolutionnaires proprement dit mais seulement quelques socialistes isolés!». A la fin de la cérémonie, ils ne sont qu'une dizaine «d'individus», des anarchistes, à se rendre sur «la tombe des fédérés» tandis que la foule se



Du violon d'Ingres à la muse de Courbet



Régis Michel, lors de l'exposition au Musée du Louvre, réalisé sous le titre «Posséder et détruire», étudié dans le catalogue le «Bain truc» d'Ingres en se référant à l'analyse littéraire de Jean-Paul Sartre sur Gustave Flaubert dans «L'Idiot de la famille». Le tableau d'Ingres s'inspire de l'Orient, lève fantasmatiquement les interdits sans abolir l'idée de propriété et d'enfermement ; haïssant les bourgeois, méprisant le peuple après 1848, le maître provoque le voyeurisme et le fétichisme du spectateur pour cultiver le saphisme (fantasme masculin de l'homosexualité féminine). Régis Michel conclut : «réactionnaire, doctrinaire, sectaire, et misogyne voire misanthrope ... Ingres est pour longtemps le muet du Sérail».

Gustave Courbet va effacer le formalisme névrotique de l'art pur avec le réalisme social et sexué de «L'Origine du Monde» en montrant la nudité pulpeuse, pileuse, lascive du sexe de la femme émue et convulsive ...

pour l'invitation au voyage.

Cette œuvre et celle d'Ingres furent commandées par un collectionneur passionné qui s'appelait Khalil Bey alors que les partisans de l'ordre moral (le bien ou le mal) ne comprirent strictement rien à l'œuvre respectivement des deux maîtres pour se complaire dans une admiration béate de celle des artistes dits «Pompieri» défenseurs d'une culture d'allégeance officielle au chef. Ingres, d'une part, et Courbet, d'autre part, l'un s'autocensurant, l'autre en s'engageant activement dans la Commune, ouvrirent en fait par leur «nu» scandaleux et fascinant les portes de la modernité.

Philippe Léपालard

A lire les catalogues respectifs des expositions Musée du Louvre – Musée d'Orsay et l'ouvrage référentiel de Michel Thévoz «L'académisme et ses fantasmes», Edition de Minuit



Victor Pilhes, le Bayard de la démocratie



Un de nos adhérents de l'Ariège nous a communiqué un article du «Pays Cathare Magazine» intitulé «Victor Pilhes le rouge». Cet article a vivement retenu notre attention sur cet Ariégeois, ennemi implacable du despotisme et défenseur résolu de la République démocratique et sociale. Pilhes Victor, Apollinaire, Ferdinand est né le 11 septembre 1817 à Tarascon-sur-Ariège. Après des études secondaires à Mireperse, il entre à la faculté de médecine de Toulouse. Déjà ardent républicain, il est arrêté le 14 avril 1835 lors d'une manifestation contre la monarchie de Juillet ; puis il poursuit ses études à Paris où l'ambiance révolutionnaire lui semble plus favorable. Il abandonne bientôt la médecine pour se faire commis-voyager pour une maison de tissus en 1842.

Il fréquente les sociétés secrètes, fait la connaissance de Barbès et de Proudhon dont il deviendra l'ami. Il est membre de «la société républicaine centrale» fondée par Blanqui. Le 25 février 1848, le régime de Louis-Philippe doit céder la place à un gouvernement provi-

soire qui proclame la République. Victor Pilhes soutient la politique des hommes du journal «La Réforme», porte-parole de l'aile radicale du Parti républicain. Il est nommé commissaire du gouvernement provisoire dans l'Ariège. Il exercera ses fonctions du 22 mars au 7 juin. Il se présente, sans succès, aux élections à l'Assemblée Constituante du 23 avril 1848.

Les élections du 10 décembre 1848 amènent au pouvoir le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Victor Pilhes est élu représentant de l'Ariège aux élections législatives du 13 mai 1849. Les troupes françaises attaquent la République romaine et rétablissent le pouvoir temporel du pape. Cette intervention soulève de violentes réactions au sein de «la Montagne» (l'extrême gauche de l'assemblée). Le 11 juin 1849, Ledru-Rollin interpelle le gouvernement qui a violé l'article 5 de la Constitution déclarant que la République française n'emploie jamais la force contre la liberté d'un peuple. Un défilé pacifique de protestation est prévu pour le 13 juin 1849. Victor Pilhes est un des organisateurs de cette

Victor Pilhes, le Bayard de la démocratie (suite)

manifestation. Les ouvriers parisiens, durement marqués par l'effondrement dans le sang de la révolution en juin 1848, ne répondent pas à l'appel de Ledru-Rollin et la manifestation est un véritable fiasco.

Pilhes est arrêté et condamné par la Haute Cour de Versailles à la déportation. Sa peine sera commuée en détention. Il est enfermé à Doullens près de Belle-Ile. En 1853, grâce à l'intervention de Proudhon, il est transféré à la prison de Sainte-Pélagie et il bénéficie d'une mesure de grâce le 25 février 1854.

Son opposition au Second Empire est toujours aussi vivace ; en Janvier 1856, la police signale qu'il fait du recrutement pour «La Marianne»*, et puis s'écoule une longue période où l'on ignore son action dans la clandestinité. En 1868, il collabore au journal républicain «La Démocratie» où Félix Pyat envoie souvent des articles. Le 23 janvier 1869, dans ce journal, il recommande l'abstention au plébiscite qui aura lieu le 8 mai 1870 et qui est destiné à faire approuver par le peuple les réformes apportées dans la Constitution par l'Empereur depuis 1860. On retrouve la même volonté de s'opposer aux manœuvres démagogiques de Napoléon III dans le Manifeste antiplébiscitaire des sections parisiennes fédérées de l'Internationale de la chambre fédérale des sociétés ouvrières. En janvier 1870, Pilhes appartient avec Lefrançais, Rosselli-Mollet père, Brunereau, Briosme et quelques autres démocrates à la commission d'enquête sur les prétendues accointances de Vermorel avec le gouvernement. Ils refusent de juger cet écrivain dévoué à la République. Le 14 août 1870, il participe avec les Blanquistes à l'attaque de la caserne des pompiers de la Villette – opération hasardeuse et déconseillée par Blanqui. Elle ne pouvait se solder que par un échec. Le 3 septembre 1870, Victor Pilhes se trouve parmi les manifestants qui, à l'annonce du désastre de Sedan, se pressent aux grilles de l'Assemblée en clamant leur colère. C'est le prélude à la proclamation de la République le 4 septembre 1870. Blanqui va créer un journal, «La Patrie en danger». Pilhes sera un de ses collaborateurs. Patriote, il s'engage dans la Garde Nationale et sera

élu commandant du XII^e bataillon. La cinquantaine passée, il a encore une belle prestance et fière allure quand il entraîne ses hommes à la bataille. Surnommé «le Bayard de la démocratie», il combat avec un grand courage les Prussiens à Champigny et à Choisy-le-Roi. Le 18 mars 1871 va-t-il marquer l'avènement de la République démocratique et sociale qu'il a tant attendue ? Il manque un guide chevronné pour éclairer la route semée d'obstacles : Blanqui... Dans les premiers jours de Mars 1871, Blanqui malade et déprimé par la défaite de la France est allé se reposer chez son ami le docteur Lacambre à Loulié, près de Bretenoux, dans le Lot. Le 19 mars, Victor Pilhes et Granger, un fidèle de Blanqui, décident d'aller chercher «le vieux» dans sa retraite et de le ramener à Paris où sa présence est indispensable pour maîtriser la situation. Quand ils arrivent à Loulié, ils apprennent que Blanqui a été arrêté le 17 mars pour sa participation à la journée révolutionnaire du 31 octobre 1870. Il est emprisonné à Cahors et aucune visite n'est autorisée. La déception est cruelle. Pilhes rentre chez lui désemparé. Il est recherché par la police et se cache dans la montagne ariégeoise. Il se réfugie un temps en Espagne. Après le règne de l'ordre moral de Mac-Mahon et sous la présidence de Jules Grévy, il obtient un poste de régisseur au palais de l'Elysée, une fonction relativement tranquille après une vie si mouvementée. A la suite d'une hémorragie cérébrale, il est hospitalisé et ce vaillant combattant de la liberté meurt le 2 novembre 1880 (le 2 novembre 1879 selon le dictionnaire de Jean Maitron).

Marcel Cerf

**La Marianne : société secrète républicaine des départements de l'Ouest. Son but était de renverser le gouvernement issu du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et de proclamer la République. D'après «le Constitutionnel» du 17 décembre 1851, Marianne serait le mot de passe des sociétés secrètes républicaines qui devait être utilisé pour une insurrection générale prévue en 1852 (mais qui n'a pas eu lieu). En réalité, il y eut des «Marianne» avant 1851 puisque des paysans de l'Allier groupés dans la société secrète La Marianne des champs, manifestèrent le 14 juin 1849 après l'échauffourée parisienne du 13 juin.*





La Commune et la Constitution de la V^e République



Notre société traverse une crise grave. Il serait présomptueux de vouloir chercher l'ensemble des causes et de les analyser : le déficit de démocratie dont l'origine majeure est issue de la Constitution de la Cinquième République ; les importants problèmes économiques et sociaux provenant d'un système dont l'objectif essentiel est le profil à court terme. Un rappel partiel de l'œuvre de la Commune peut permettre, après actualisation, de dégager des voies de sortie de crise.

LA CONSTITUTION DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

L'instabilité des multiples gouvernements de la Quatrième République a contribué à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, celle de la Cinquième République, dont les caractéristiques essentielles sont :

- Le pouvoir exécutif : le chef de l'Etat, le Président de la République (souvent qualifié de «détenteur du pouvoir suprême») personnifie et représente l'Etat. Avec le pouvoir exécutif, il se réserve les domaines de la diplomatie et de la défense nationale. Le Président de la République réduit le Gouvernement à la fonction d'un agent subalterne, par voie d'ordonnance ou de décret, le pouvoir exécutif est autorisé à prendre les décisions qui naguère lui étaient interdites ;
- Le pouvoir législatif : le Parlement, l'Assemblée nationale voit sa compétence se rétrécir, on lui retire une large part de son domaine en enlevant aux représentants du peuple leur droit d'intervenir dans la révision constitutionnelle ; on invente le vote bloqué qui interdit tout amendement. Les décisions importantes sont du ressort des décrets. Le mode de scrutin conduit à un spectre de représentation politique qui n'est pas le reflet de celui des bulletins issus des urnes.
- Le pouvoir judiciaire : théoriquement indépendant. La Cinquième République ne néglige rien pour surprendre et domestiquer la vigilance des juges, le choix des juridictions ne laisse pas de doute. En réalité le pouvoir exécutif, libéré de tout contrôle, tient désormais la magistrature sous sa coupe, voire les obstacles et dessaisissements aux instructions et les non-lieux prononcés en faveur du parti politique au pouvoir.

L'élection du Président de la République au suffrage universel parachève la dénaturation des institutions politiques qui régissent la France au profit de la présidence. La pérennité de la démocratie n'est plus assurée. Que reste-t-il aux citoyens pour transmettre leurs doléances, les faire examiner et transformer en loi par les représentants du peuple ? Ce régime de monarchie élective, est-ce la République ? Une fracture de plus en plus large, isole les politiques des citoyens

Les gouvernements de la Cinquième République sont passés à côté des grandes idées du siècle. Ils demeurent étranger aux véritables mutations techniques, aux nouvelles répartitions du travail et n'ont pas su prévoir leurs impacts sociaux dont dépend l'avenir des hommes. La Constitution, assurant la stabilité, n'a pas empêché, à part quelques domaines de pointe, l'érosion du secteur secondaire, l'industrie, qui est le secteur privilégié du progrès et le moteur dynamisant de l'économie.

- Une société sans espoir : les récents désordres urbains sont révélateurs d'une société en crise aiguë, d'une société sans espoir. Rétablir l'ordre, c'est une nécessité, mais pas uniquement par des «méthodes répressives musclées». C'est aux «pourquoi» de refuser qu'il faut s'attaquer et proposer des solutions. Les jeunes issus de l'immigration se révoltent parce qu'ils ont intégré le modèle républicain et sentent qu'il ne fonctionne pas pour eux-mêmes. Le Gouvernement n'a pas pris des mesures efficaces pour lutter contre les dangers du communautarisme et les affronts de la discrimination au logement et à l'embauche. Face à une population, abandonnée par l'Etat, sans emploi, nos dirigeants préconisent de travailler plus en supprimant les 35 heures. Trois élections et un référendum sanctionnent le pouvoir, le Gouvernement fait fi des aspirations populaires.

La laïcité, garante de l'unité des valeurs républicaines fondamentales de liberté, d'égalité, de fraternité, est remise en cause. La laïcité est un élément essentiel de la démocratie de notre pays. La misère, la vie chère, le chômage, la globalisation qui pèse de plus en plus sur



La Commune et la Constitution de la V^e République (suite)

l'emploi et les salaires, la hausse des prélèvements fiscaux et sociaux, une fiscalité favorable aux classes aisées creusent la fracture. Le militarisme, la xénophobie et le racisme ne peuvent que s'amplifier. La réforme de l'Education nationale livre par l'apprentissage des jeunes travaillant quasi-gratuitement pour les patrons. Alors que l'évolution des métiers exige un socle de connaissances de plus en plus vaste et approfondi, on propose d'avancer l'âge de l'apprentissage à 14 ans ! Il a fallu Mai 1968 pour imposer la démocratisation de l'Enseignement et ouvrir l'accès au savoir d'un plus grand nombre d'enfants, mais le spectre de leurs origines sociales à peu évolué.

Depuis 2000, l'évolution du capitalisme se traduit par la baisse du commerce mondial, mettant en défaut les affirmations de nombreux économistes sur le développement que devait engendrer la mondialisation. Cette baisse est un symptôme incontournable, fondamental de la crise du capitalisme qui, sous sa forme financière, ne crée plus de valeur ajoutée, ne génère plus d'emplois.

- L'œuvre de la Commune : elle est d'une richesse foisonnante. Au nom de la souveraineté du peuple et dans la filiation de la Constitution de 1793, la Commune engendre une vraie démocratie directe reposant sur une citoyenneté active ; elle remet en cause la délégation de pouvoir et la bureaucratie. Le mandat des élus est impératif, contrôlé, comptable et révocable. L'Eglise est séparée de l'Etat.

La démocratie s'étend à l'entreprise par les initiatives des Commissions, en particulier de celle responsable du «Travail, de l'Industrie, de l'Echange», des chambres syndicales, des propositions de l'Internationale, de l'Union des femmes. Une lutte contre le chômage est entreprise par une esquisse des Bourses du Travail et la réduction du temps de travail. C'est dans une perspective d'organisation révolutionnaire du travail, de l'économie, que le décret du 16 avril 1871 jette les prémices d'un transfert aux mains des travailleurs de la gestion des entreprises.

La Commune, avec le soutien des Chambres syndica-

les, veut instaurer l'Enseignement primaire laïque, gratuit et obligatoire : «L'enseignement est une priorité absolue». Le but fixé par la délégation de l'Enseignement, c'était l'enseignement intégral, c'est-à-dire «cultiver à la fois dans le même individu l'esprit qui conçoit et la main qui exécute». Toute conception philosophique doit subir l'examen de la raison et de la science. L'école s'oriente vers l'application des découvertes de la science et la méthode expérimentale. La Commune jette les bases d'une construction scolaire que la Troisième République réalisera.

La Commune entend donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent ; elle rejette les xénophobes qui exigent leur expulsion. En mettant deux officiers polonais, Dombrowski et Wroblewski, à la tête de ses armées ; en plaçant les Associations de travailleuses sous l'autorité d'une Russe, Elisabeth Dmitrieff ; en faisant d'un Juif hongrois, Fränkel, son Ministre du Travail, la Commune affirme son internationalisme et sa volonté d'intégration. En retour, la Commune sera entourée de la solidarité agissante du mouvement ouvrier international durant les combats et après la défaite. Face à la domination du pouvoir exécutif qui, avec le grand capital, propagent la réussite individuelle et une idéologie de régressions, la Commune n'a-t-elle pas valeur de contre-exemple ? La grandeur de la Commune, c'est d'avoir posé les problèmes d'une société viscéralement démocratique. Tout fut loin d'être réalisé, mais que d'émancipation ! Il y a lieu d'inciter les intervenants des entreprises à construire une société ayant d'autres finalités que le profit et la spéculation financière. L'usage élargi de la démocratie directe, la participation massive et constructive des travailleurs ne se décrètent pas. Elles se préparent en vue d'établir un rapport de force favorable qui ne peut se réaliser que par une lutte obstinée contre une société capitaliste à bout de souffle et avec une nouvelle République et une nouvelle Constitution se substituant aux actuelles institutions d'une «monarchie élective».

Bernard Eslinger



Boris Taslitzky, le réalisme et la liberté



Le peintre Boris Taslitzky, membre de notre Association depuis longtemps, est décédé à l'âge de 94 ans le 9 décembre dernier. Accompagné au cimetière du Montparnasse par de très nombreux amis. L'exposition «Face à l'histoire» en 1966 à Beaubourg, lui rendit un hommage officiel bien tardif.

Face à l'histoire est effectivement la position qui peut le définir en tant qu'artiste libre de ses appréciations. Pour cela il s'appuyait sur une longue tradition des grands peintres qu'il fréquentait au Louvre. Jeune encore il avait peint à échelle réduite la grande série de Rubens consacrée à Marie de Médicis accrochée en frise au plus haut des murs de son atelier. Puis les peintres français, Poussin, Gérard, Delacroix et Courbet dont il choisit de copier la pensive et discrète figure de Baudelaire parmi les amis qui fréquentent l'Atelier du peintre communard. Comme Courbet qui peignit pour la première fois des ouvriers, «Les Casseurs de pierre», il rend hommage au «Sidérurgiste» ou aux «Fondeurs» (collection Ville de Gennevilliers). Il peint «Les Délégués» (collection Ville de La Courneuve). A la déclaration de guerre en 1939, Boris Taslitzky est mobilisé, fait prisonnier après l'humiliant armistice de Juin 40, il s'évade et rejoint la zone libre. Il retrouve son ami Jean Lurçat, peintre et cartonnier de tapisserie, entre en résistance et participe au journal clandestin «Le Travailleur de la Creuse». En Novembre 41, il est arrêté et commence alors un long calvaire de 43 mois qui débute à la prison de Clermont-Ferrand, puis la même année la Maison Centrale de Rion, celle de Mauzac en Dordogne, enfin le camp de Saint-Sulpice-Le-Pointe dans le Tarn jusqu'au 31 juillet 1944, date à laquelle il est déporté en Allemagne à Buchenwald.

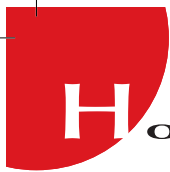
Il dessine et surtout il peint de vastes compositions sur les planches de bois de la chapelle du camp. Ces œuvres sont aujourd'hui détruites mais Aragon en a

fait mention dans l'hebdomadaire «Regards» et ces peintures ont acquis à Boris Taslitzky le privilège d'être désigné comme «le maître de Saint-Sulpice» à la manière des peintres du Moyen-Age, auteurs de retables d'une grande beauté. Dans ses dessins, eux, conservés, on voit la vie quotidienne, les gamelles de soupe, l'intérieur des baraques, les portraits de détenus, le balayeur, la promenade. Quand l'artiste est déporté à Buchenwald sa réputation le suit. Avec d'autres peintres, Paul Goyard et André Foirer, il continue de résister pour l'art. Des mains amies volent des circulaires administratives, des cartons et des crayons aux SS pour leur permettre de dessiner les dimanches après-midi. Le savon, des morceaux de rouille ou de charbon donneront quelquefois leur couleur passée, en guise de pincesaux, à l'aide de fétus de paille et d'herbe. Plus d'une centaine de dessins seront réalisés par Boris Taslitzky sur le coup, les chantiers et d'admirables portraits, cachés dans des barreaux de chaise ou à la bibliothèque du camp y compris dans «Mein Kampf». Buchenwald sera libéré par les déportés eux-mêmes organisés clandestinement. Vingt ans plus tard, l'artiste peint de mémoire «L'Insurrection de Buchenwald» (collection Ville de Saint-Ouen). Dans la France d'après-guerre, pas de répit entre luttes socia-



les et guerres coloniales. En janvier 1952, à la demande du Parti communiste, Boris Taslitzky est envoyé avec Mireille Mialhe, elle aussi peintre, en Algérie,





Hommage

Boris Taslitzky (suite)

pour y réaliser une sorte de reportage dessiné. Comme Delacroix un siècle plus tôt, il remplira plusieurs carnets de dessin. Tout dit la dignité du peuple, l'attente, le besoin de ce qui résoudra en guerre de libération quelques années plus tard. A la fin de sa longue vie de travail, les œuvres du peintre deviennent plus intimistes, se concentrant sur son atelier, quelques portraits et surtout des natures mortes de fruits, grappes de raisin, pommes. On pense aux pommes tombées peintes par Courbet en exil ou à celles de Cézanne, peintes dans son refuge provençal.

Cette évocation de quelques-unes de ses œuvres donne un aperçu de ses préoccupations mais n'est pas suffisante pour définir la position esthétique du peintre qui se désignait lui-même comme un adepte du réalisme socialiste. Qui se souvient encore des luttes féroces qui agitaient le milieu de l'art jusque dans les années 60 ? Tout avait commencé en 1855 avec le pavillon du Réalisme construit par Courbet à l'entrée de l'Exposition Universelle dont

le jury avait refusé ses plus grandes toiles, aujourd'hui fleurons du Musée d'Orsay. Le peintre avait alors eu l'audace inouïe, avec l'aide d'un collectionneur privé, de contester les choix esthétiques de l'Etat napoléonien. A l'aide d'un texte distribué aux nombreux visiteurs, il expliquait la nécessité de s'appuyer sur la réalité du peuple et non pas sur l'idéal académique de la bourgeoisie qui s'estimait seule porteuse de la culture. Quelques révolutions plus tard, et plus loin, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques adoptera le réalisme rebaptisé socialiste et l'opposera, hélas ! Pendant la période stalinienne, aux recherches d'avant-garde des futuristes et des suprématises. Le débat va pourrir le monde artistique français et dès 1946, Roger Garaudy et Aragon vont s'affronter pour déterminer s'il doit ou non exister une doctrine officielle au parti communiste. Les artistes les plus engagés en souffriront

beaucoup et certains, portés aux nues par leur parti, se retrouveront à peine dix ans plus tard, isolés, rejetés, d'abord par le milieu artistique puis par leurs amis politiques eux-mêmes. Il y a loin entre un art officiel d'Etat et une prise de position d'un parti politique. Boris Taslitzky s'appuyait sur une tradition française qui va des Clouet à Courbet en passant par les frères le Nain. Il n'a jamais eu à rougir de ce qui est sorti de son atelier. L'historienne d'art Sarah Wilson l'a fort bien compris « grâce à laquelle la Tate Modern de Londres montre plus de ses tableaux que le centre Pompidou à Paris » (article de Harry Bellet, « Le Monde » du 13 décembre 2005). Le peintre a su garder sa liberté lui qui n'hésitait pas à écrire avec l'humour triste qui le caractérisait : « J'ai vécu une vie splendide. Une vie de luxe.



Le luxe c'est d'être là où pleuvent les coups lorsque la dignité humaine est en jeu». Son autobiographie « Tu parles » et « Tambour battant », recueil de nouvelles rééditées par l'Harmattan, en témoignent.

En revendiquant son appartenance au courant du réalisme socialiste, Boris Taslitzky reprenait à son compte toute l'action artistique qu'il avait menée depuis les années 30 et dont le but était la culture populaire. Le mouvement des Maisons de la Culture créé en 1934 (repris par le ministre Malraux après la guerre) regroupait 70 000 adhérents en 1938 au Front Populaire, artistes et intellectuels antifascistes réunis. Boris Taslitzky participe aux réunions de la rue de Navarin et devient secrétaire de l'Association des Peintres et Sculpteurs du mouvement. Il organise une exposition d'une centaine d'artistes à l'Alhambra aidé par Edouard Pignon. Il assure la sortie du bulletin ronéotypé jusqu'en 1939 entres autres, les signatures de Gromaire, Grüber, Lhote, Lipchitz, Léger et Picasso.

Dans l'éditorial du premier numéro, on peut lire fièrement « Aujourd'hui la parole est aux artistes créateurs



et défenseurs de la Culture». La défense de la Culture, il l'assurera dans une note de lecture en racontant la manière dont «des miliciens pour la plupart illettrés qui pour beaucoup trouvèrent la mort» ont assuré le transfert des œuvres du Prado menacé de bouleversement à Valence, dernier refuge de la République espagnole. Le tout dans une ambiance de haine qui n'était pas sans rappeler celle contre les Communards qui avaient assuré la protection du Louvre.

Pour Boris Taslitzky, l'art est donc inséparable du mouvement historique. A la Libération, il participe à l'exposition Art et Résistance au musée d'Art Moderne et expose régulièrement au Salon des Indépendants. En 1951, la police décroche sept toiles au Salon d'Automne dont deux de lui, «Riposte» qui montre des CRS lâchant des chiens sur des dockers en grève et «Julien Sorel», en réalité, portrait d'Henri Martin.

Après 68, les étudiants de l'Ecole Nationale des Arts Décoratifs obtiennent sa nomination comme professeur de dessin et, pendant une dizaine d'années, il formera de nombreux élèves comme François Miche,

graphiste et co-secrétaire régional du syndicat des Artistes Plasticiens-CGT, Mustapha Boutadjine, peintre et maquettiste à «L'Humanité» et Anne-Françoise Couloni, artiste peintre. Un autre de ses élèves, Denys Perrus, artiste peintre lui aussi, évoque son enseignement précis et raffiné qui s'appuyait sur «la vie, l'homme et la peinture», les trois points d'ancrage de l'histoire de l'art. C'est donc sous cet angle-là que nous aurons à le considérer maintenant.

Eugénie Dubreuil

Illustrations :

Etude pour «Insurrection à Buchenwald», 1963,

photo Isabelle Rollin-Royer.

Nature morte, «Deux Pommes», 1999,

photo Isabelle Rollin-Royer.

Boris Taslitzky, membre fidèle des Amis de la Commune jusqu'à son décès. Il a exposé à l'Assemblée nationale en 2001 sur le thème «La Commune a 130 ans - 20 peintres d'aujourd'hui». Son tableau, «Le mur des Fédérés» a fait la couverture de notre bulletin numéro 16.

Le Comité de Rédaction



Le 17 décembre 2005, un hommage était rendu, à la mairie du XX^e arrondissement, à Raoul Dubois, vice-président des Amis de la Commune, décédé un an plus tôt. Ses amis nombreux ont entendu avec émotion : Claude Willard, président de notre association, le maire Michel Charzat, Francis Vernhès, président des Francamarades, Patrick Merran représentant les Editions de l'Atelier, Françoise Berger, présidente de la société «mémoire vivante du XX^e», le représentant du PCF, chacun et chacune rappelant les multiples facettes des activités de notre ami.

Le film réalisé lors de la commémoration au Mur des Fédérés en 2001 ainsi qu'une émission télé, nous permettaient de revoir et de réentendre Raoul.

Sa femme Jacqueline Dubois, retenue en province, n'avait pu faire le déplacement, nous lui renouvelons toutes nos amitiés.



A la tribune le représentant du Parti communiste annonce que la cellule du quartier portera le nom de Raoul Dubois. Au premier plan Claude Willard, président des Amis de la Commune aux cotés du maire Michel Charzat (photo Guy Ladeveze).

Claudine Rey



ie de l'association



LE GROUPE DE TRAVAIL SOUSCRIPTION 2006

Depuis le début de la Souscription, pour l'achat et l'aménagement de notre nouveau local qui s'avère être un outil indispensable pour le travail de l'association, nous avons reçu la somme de 22 091 Euros (soit 144 a916 Francs) et ceci grâce à 266 personnes.

Aussi, nous remercions tous ceux qui ont participé à faire de cette Souscription une bonne réussite. Nous continuons toujours notre Souscription jusqu'à fin Juin. Pour plus de renseignements, voir avec nous à l'Association...

Pascal Bonnefemme

LA MAISON DES FEMMES A GENNEVILLIERS

«Elles ouvrent la porte» a inauguré le 7 mars 2006 à 18 heures une exposition consacrée à Louise Michel, dans le cadre de la Journée Internationale des Droits de la Femme.

En 2005, a été célébré partout le centenaire de sa mort et nous avons pensé que cette date devait inaugurer, pour nous, un travail, non seulement de mémoire, mais être un élan pour faire vivre ses idées, poursuivre et développer les thèmes de réflexion des Femmes dans la Commune.

C'est cet élan vital qui caractérise Louise Michel. Elle fut de tous les débats d'idées, de tous les combats, avec une énergie farouche. Etrangement, ce n'est pas de ces qualités-là dont elle voulait qu'on la caractérise. Dans la lutte, elle ne pensait qu'à demain, mais pour son «aujourd'hui», elle voulait être écrivain.

Claudine Rey, des Amis de la Commune de Paris – 1871, nous a fait un superbe exposé à propos des actions des Femmes de la Commune, longtemps considérées comme des «moins que rien». Elles se sont engagées dès le premier jour, ouvrières et intellectuelles, femmes de condition modeste, et ont parlé crèches, éducation, mœurs, famille, émancipation des

femmes, étrangers citoyens à part entière, laïcité, formation professionnelle, santé, coopératives, syndicalisme, démocratie, moyens d'information (elles créent le journal «La Sociale») et exigent l'égalité des salaires. Membres des Comités de Vigilance pour défendre Paris, elles ont aussi soigné les blessés.

Claudine Rey nous a fait découvrir outre Louise Michel, Elisabeth Dimtrieff, Marie Ferré, Nathalie Le Mel, André Léo, Paule Minck. Il y avait aussi Adèle, Aglaé, Aline, Blanche, Elie, Eulalie, Hortense, Joséphine, Ladojka, Léontine, Marceline, Marguerite, Marie-Verdure, Thérèse, Victorine et des milliers d'autres !...

Lors de la soirée, Mireille Montfort, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, nous a parlé de la déportation et de la relégation en Nouvelle-calédonie, qu'il s'agisse des Communards et Communardes ou des Kabyles qui avaient participé à la révolte d'Al-Mokrani de mars 1871.

Victor Hugo, en hommage à Louise Michel, écrivait «Et la foule écoutait cette femme altière s'accuser...».

*Auditorium de la Bibliothèque François Rabelais,
Mairie de Gennevilliers*

177, avenue Gabriel Péri (entrée par le mail).



REMERCIEMENTS

Jeannine Goupil et ses enfants ont été très touchés du témoignage de sympathie dont ont fait preuve les Amis de la Commune lors de l'hommage du 18 mars dernier à la mairie du XI^e arrondissement. «Cette céré-

monie était très émouvante et nous avons bien senti que beaucoup d'amis de Robert essayaient de surmonter leur chagrin en relisant ses derniers textes. Soyez-en tous remerciés.»

Jeannine Goupil

LE GUIDE DES SOURCES D'ARCHIVES VA BIENTÔT PARAÎTRE

L'élaboration du projet de Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880) engagée depuis plusieurs années par notre « équipe scientifique » est pratiquement achevée. L'édition du volume consacré aux fonds d'archives centrales et à celles des départements et communes de la région Ile-de-France est inscrite au programme 2006 de la direction des Archives de France et de la Documentation française. Cette publication d'un document de recherche inédit et d'une qualité remarquable s'accompagnera de la mise en ligne sur le site internet de l'association de bases de données présentant les noms et références de 50.000 personnes poursuivies pour des faits de participation aux événements de la période.

Ainsi est en train d'aboutir une initiative qui tiendra une

place éminente dans la lignée des efforts menés pour la connaissance de ces événements marquants de notre histoire nationale et de celle du mouvement ouvrier français et international.

Après cette bonne nouvelle, nous aurons des occasions de revenir sur les modalités de la promotion du guide en partenariat avec la direction des Archives de France et la Ville de Paris.

René Bidouze

Nous avons appris avec tristesse le décès de notre amie Jacqueline Duvaudier, qui fut longtemps secrétaire de l'Association Arthur Rimbaud, et une des pionnières de notre équipe scientifique aux travaux de laquelle elle participa très activement jusqu'à sa maladie. Nous avons adressé à sa famille, à ses proches et à ses amis, nos sincères condoléances.



CÔTÉ LIVRES

La collection de livres appartenant à l'Association des Amis de la Commune de Paris 1871 se trouve dans l'annexe de nos locaux, 46 rue des Cinq-Diamants, Paris XIIIe. Cette collection, appelons-là notre bibliothèque, comprend environ 500 titres dont les sujets sont liés avec la Commune de Paris 1871.

Bien sûr, on y trouve en premier lieu les ouvrages historiques concernant directement la période entre mars et mai 1871, mais également l'histoire de la guerre franco-prussienne 1870-1871, du Second Empire, du mouvement ouvrier, de la période après la Commune : procès, déportations, amnistie. Il faut souligner

que dans cette partie de la collection nous possédons des livres édités « à chaud » - 1871, 1872, 1873. Le fonds Marcel Cerf est de première importance.

D'autre part, la bibliothèque dispose de dictionnaires, ouvrages encyclopédiques, biographies, romans, textes littéraires, iconographies. La collection est constamment enrichie par les publications récentes.

Tous ces ouvrages sont accessibles le lundi de 14 à 18 heures. Quelques documents sonores, K7, CD et audiovisuels peuvent être empruntés. Un fichier classé par auteur est à la disposition des usagers.

Thérèse Gourmaud

MANIFESTATIONS ANTI C.P.E.

LES 18 MARS, 28 MARS ET 4 AVRIL 2006

18 mars 1871 : premier jour de la Commune -

28 mars 1871 : proclamation de la Commune

4 avril 1871 : les citoyens débattent de l'amélioration des conditions de vie des classes laborieuses.

En ces dates anniversaires, 135 ans après l'insurrection, les Amis de la Commune de Paris sont dans la

rue, solidaires avec les jeunes. Un groupe de camarades s'est investi dans une exposition improvisée dans un abri-d'autobus. Cette initiative nous a permis de faire notre travail d'adhérents car avoir des contacts avec les jeunes est malheureusement trop rare. Notre présence de soutien a été un succès. En espérant d'autres relations avec notre jeunesse dans des circonstances meilleures et de victoire. **Patrick Maciuk**



ie de l'association



LES AMIS DE LA COMMUNE ET LE C.P.E.

Les Amis de la Commune de Pari-1871 ont apporté leur soutien aux salariés et aux jeunes qui manifestaient contre le Contrat Première Embauche dont l'application aggraverait la précarité contre laquelle luttait déjà les Communards en 1871.

Ce soutien nous a amenés à annuler le parcours communard du 18 mars dans le XII^e arrondissement de Paris et à proposer un lieu de rendez-vous pour la mani-

festation du 28 mars. L'urgence de ces décisions ne nous a pas permis d'informer tous nos adhérents. Mais nous avons pu envoyer des messages à ceux dont nous avons l'adresse électronique.

Cela nous amène à demander à tous nos adhérents qui ont une adresse électronique de nous la communiquer pour que nous puissions, à l'avenir, les informer dès que nous serons amenés à prendre une décision à communiquer en urgence.

Yves Lenoir

COMMUNICATION : RENCONTRES FRUCTUEUSES

AVEC NOS ORGANISATIONS PARTENAIRES

Au cours du 1^{er} trimestre 2006, La commission de la Communication a rencontré plusieurs organisations partenaires afin de mieux faire connaître l'histoire, l'œuvre et les idéaux plus que jamais actuels de la Commune.

Le 18 janvier, nous avons reçu Gilles Manceron, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme. Un échange de propos a permis de constater de nombreux points de convergences entre nos organisations et les occasions de travailler ensemble comme ce fut le cas, à la fin de l'année dernière, pour l'organisation de la Votion citoyenne en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales. En relation avec les organisations démocratiques de Paris XIII^e, un bureau de vote a été tenu au siège des Amis de la Commune. Le 19 janvier, nous avons été reçus au siège du SNUIPP (Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et PEGC) affilié à la FSU (Fédération Syndicale Unitaire), par Gilles Moindrot, secrétaire général et Barbara Knockert. La discussion a permis de constater des points de convergences à propos, notamment, de la laïcité et de la nécessité de mieux inclure l'histoire et l'œuvre de la Commune de Paris dans les manuels et programmes scolaires.

Le 30 janvier, nous avons rencontré, au siège de la CGT, Jean-Marc Canon, secrétaire général de l'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires) et

correspondant de la CGT auprès des Amis de la Commune. La discussion a porté sur le programme des initiatives des Amis de la Commune pour célébrer, en 2006, l'œuvre sociale et la participation des étrangers à la Commune, à l'occasion du 70^e anniversaire du Front populaire et du 100^e anniversaire de la création du ministère du Travail. Nous avons également évoqué l'intérêt pour les fédérations et unions de la CGT d'adhérer collectivement aux Amis de la Commune pour organiser ensemble des expositions, débats, visites du Paris communard et autre initiatives afin de faire connaître l'œuvre et l'histoire de la Commune.

Le 25 février, nous avons été invités par les Garibaldiens de Paris à leur repas fraternel. Cette invitation faisait suite à la rédaction d'un article de Claude Chanaud consacré à Garibaldi, publié dans le présent numéro de notre revue. Nous avons informé nos Amis Garibaldiens de nos prochaines initiatives et les avons invités à se joindre à nous lors de la cérémonie du 20 mai au Père-Lachaise pour célébrer l'œuvre sociale et la participation des étrangers, notamment de nombreux Italiens, à la Commune de Paris.

Le 27 février, nous avons été reçus au siège du Parti Socialiste par Alain Bergougnoux, secrétaire national aux études. La rencontre a porté sur les initiatives communes aux deux organisations pour faire connaître l'œuvre et l'actualité de la Commune, à l'occasion, notamment de la célébration du 70^e anniversaire du Front populaire.



Le 6 mars, nous avons été reçus au siège des Verts par Dominique Normand, membre du Collège exécutif. Un échange de vues a montré de nombreuses convergences entre nos organisations et permet d'envisager des relations plus suivies pour l'avenir.

UNE RUE LOUISE MICHEL À LUXEMBOURG

Le comité de la ville de Luxembourg des Amis de la Commune de Paris a obtenu qu'une rue de la capitale du Grand-Duché porte le nom de la Communarde Louise Michel. La cérémonie d'inauguration aura lieu le samedi 27 mai 2006, à 10 heures 30, en présence des autorités municipales et des associations luxembourgeoise et française des Amis de la Commune de Paris. A cette occasion, nous proposons à nos adhérents une excursion en autocar ou minibus selon le programme ci-dessous :

Vendredi 26 mai à 13 heures : départ de Paris, place d'Italie, devant la mairie du XIII^e arrondissement. Arrivée à Luxembourg vers 18 heures ; installation à l'hôtel, visite pédestre de la vieille ville et repas.

Samedi 27 mai en matinée : visite du monument élevé à la mémoire de deux Communards français exi-

Toutes ces rencontres ont mis en évidence l'intérêt de nos interlocuteurs pour la Commune et notre association.

Pour la Commission Communication, Yves Lenoir

lés à Luxembourg et décédés en 1873 ; inauguration de la rue Louise Michel ; repas.

Après-midi : excursion à Vianden, lieu d'exil de Victor Hugo en 1871 (visite du château médiéval et de la maison (musée) de Victor Hugo).

Soirée : repas et visite libre du centre ville de Luxembourg.

Dimanche 28 mai : en matinée excursion dans la vallée de la Moselle avec dégustation de vins luxembourgeois puis repas et retour à Paris prévu vers 18 heures.

Prix : 240 euros (supplément de 34 euros pour chambre single).

Le nombre de places étant limité, merci de vous inscrire sans tarder par téléphone, 01 45 81 60 54, ou par courriel, amis@commune1871.org

ERRATA

Dans le bulletin numéro 27 il faut lire dans l'article «Napoléon et Marie La Cécilia», page 13, deuxième colonne en bas, «La Cécilia et sa femme réussirent à passer en Angleterre» et non pas «La Cécilia et sa femme réussirent à passer en Allemagne». Page 14, dans le même article, haut de la première colonne il faut lire «membre de la «Philological Society of England» et non pas «membre de la «Philosogical Society of England».

A NOS AMIS DU COMITÉ DE CHÂTELLERAULT

Notre Ami Jean-Claude Sardin nous fait part de la déception des Camarades de Châtellerault concernant la non-communication dans notre dernier bulletin des manifestations organisées autour des commémorations de la séparation des Eglises et de l'Etat et de la déci-

Page 17, dans l'article «Les Mac-Mahonneries de Monsieur Semur», il faut lire dans le dernier paragraphe «... et moins sanguinaire que Galliffet» et non pas «Galliffet». L'auteur est notre Ami du Comité de Rédaction Maxime Jourdan et non pas Maxime Joudan.

La correction des articles est un exercice particulièrement difficile. Nos Amis qui l'assurent font de leur mieux et ne sont malheureusement pas infallibles. Le Comité de Lecture en appelle à la mansuétude de tous. Merci.

Le Comité de Rédaction

sion de la ville de Châtellerault de nommer une rue du nom de Madeleine Brûlé, Communarde née dans cette ville. Nous le regrettons aussi, mais ces «papiers» ne nous sont jamais parvenus. Nous pourrions publier ces événements dans un prochain bulletin, sous condition d'en récupérer les compte-rendus.





ie de l'association



ECHOS DE LA MANCHE

Dans le numéro 23 de notre bulletin nous énumérons les rendez-vous «Louise Michel» pour 2005, année du centenaire de sa disparition : Marseille, Paris VIII^e, Levallois-Perret, la Haute-Marne et la Seine. Notre ami Gilbert Bertolini nous a raconté la journée du 8 janvier à Marseille.

Nous allons parler brièvement des rendez-vous organisés en Seine-Maritime par le comité dieppois : dès le 9 janvier, à Dieppe, devant la plaque commémorant son retour de la Nouvelle-Calédonie, nos amis Dieppois se sont recueillis et ont chanté «Le temps des cerises». Ils se sont retrouvés pour un «Communard» amical au café « Mieux ici qu'en face». Evidemment le Mieux c'est la Commune, et en face c'est Versailles ! Ils ont, devant quelques clients accoudés au bar, fait revivre le jugement de L. Michel devant le Tribunal militaire de Versailles, le 16 décembre 1871.

Le 6 Mars, dans le cadre de la quinzaine culturelle d'ATTAC, et en partenariat avec le comité d'entreprise SNCF de Normandie et la Caisse Mutuelle et Complémentaire d'action sociale de l'EDF, notre comité a présenté, au public dieppois, la pièce de la troupe Humbert de Troyes, la «Vierge rouge» ; la salle polyvalente de la maison J. Prévert était pleine. Le 8 et 9 Mars nous avons accompagné les initiatives du comité d'entreprise SNCF de Normandie dont le thème culturel, pour le 1^{er} semestre, était : L. Michel et la Commune de Paris. C'est notre comité qui, dès octobre 2004, avait suggéré au secrétaire du C.E. cette idée.

Après avoir visités les sept établissements scolaires portant, en Seine-Maritime, le nom de L. Michel, nous avons été sollicités par trois groupes scolaires (maternel et primaire) pour venir parler de L. Michel, avec une exposition composée par les collégiens.

Deux municipalités, Montivilliers et Caudebec-les-Elbeuf, qui ont des écoles L. Michel, nous ont demandé notre aide pour organiser deux semaines d'animation sur le thème de L. Michel et la Commune de Paris. Claude Willard est venu, dans ces deux agglomérations, tenir une conférence sur la Commune de Paris.

A la suite de ces conférences nous n'avons entendu que des compliments. Claude Willard étant toujours égal à lui-même. Les débats qui suivaient ont été très intéressants. Il est à noter que, dans ces communes, une rue a reçu l'appellation de «Commune de Paris 1871», et à Montivilliers nous voyons encore l'ancienne plaque barrée d'une croix ; et comment s'appelait cette voie ? Thiers !

Notre banquet s'est déroulé le 27 novembre, et, comme d'habitude, à la ferme aux chèvres de Mme et M. Bazin, au milieu du pays de Bray, en bordure de la forêt de Eawy. Nos hôtes nous laissent décorer la salle aux couleurs et aux écrits de la Commune. Nous accompagnons les plats de chansons. C'est toujours un rendez-vous chaleureux et convivial. Nous sommes contents de le partager avec des Amis parisiens, Claude Willard et Pierre Perrot.

L'année du centenaire s'est terminée dans la somme, département voisin, où un foyer rural a fait appel à notre comité. Cette assemblée cible, chaque année un personnage historique ; en 2004 ce fut Jules Verne, cette année c'est Louise Michel. Nous les avons mis en rapport avec l'association de Haute-Marne pour une exposition et proposé Claudine Rey comme conférencière.

Ces journées ont été très bien organisées par l'équipe du foyer rural. Elles se déroulaient les 10 et 11 décembre. Dans cette région rurale (plateau du Vimeu) le public a bien répondu puisque 150 personnes environ se sont intéressés aux expositions, ont écouté avec intérêt la conférence de Claudine, fourmillant de détails ! Dans cet environnement, notre table de littérature a retenu l'attention de nombreux participants voulant aller plus loin dans leurs découvertes. Une représentation chorégraphique d'une troupe locale, sur le thème général de la révolution, a terminé ces journées culturelles par un spectacle, léger, féerique mais aussi engagé. Le tout se déroulant dans une superbe grange aménagée.

Dans chacune de ces manifestations, notre comité tient une table de littérature et fait connaître notre as-



sociation. Deux amis dieppois, bien imprégnés de leur rôle et super motivés, nous font revivre le jugement de

L. Michel devant le tribunal militaire de Versailles.

Guy Decamps

LA COMMUNE AU FOYER RURAL DE MAISNIÈRES-TILLOY-FLORVILLE (SOMME)

En collaboration avec l'Association Louise Michel et les Amis de la Commune de Paris – 1871, le Foyer Rural, à l'occasion du centenaire de la disparition de Louise Michel, lui a rendu hommage les 10-11 et 12 décembre 2005 par l'intermédiaire d'une exposition intitulée : «Louise Michel, femme de luttes».

Agrémentée de recherches personnelles (internes au Foyer) sur les thèmes de la «Somme pendant la guerre de 70/71», une rétrospective de la «Commune de Paris 1871», et une conférence sur le rôle des femmes pendant la Commune, la manifestation a connu un réel succès.

Pendant ces trois jours, diverses animations ont été proposées aux visiteurs suivies avec attention et émotion. Une chorégraphie «Rouge» (jouée chaque jour), imaginée et mise en scène par Charlotte Duval (jeune adhérente au Foyer), dansée par une partie de la section «gym», a fait passer quelques frissons dans l'as-

semblée fournie (une centaine de personnes au vernissage et 80 personnes le dimanche). Guy Decamps pour l'Association Louise Michel, sa fille Isabelle et Alain Bault ont lu un extrait du procès de Louise Michel, puis la conférence par Claudine Rey pour les Amis de la Commune de Paris, ont retenu l'attention des auditeurs.

Des journées exceptionnelles, entrecoupées par la projection d'extraits du DVD «Louise Michel en son temps» et ponctuées par des pots de l'amitié où les intervenants se prêtaient de bonne grâce aux questions des visiteurs.

Une initiative sur la Commune de Paris dont l'empreinte restera gravée dans les mémoires locales.

L'essai était osé ... grâce à tous nous l'avons transformé. Félicitations !

*Le Président du Foyer Rural
Manu Guerville*

CONFÉRENCE AU MUSÉE D'ART DE D'HISTOIRE DE SAINT-DENIS LE DIMANCHE 21 MAI 2006 À 16 HEURES

Notre ami et vice-président René Bidouze traitera du sujet : «La Commune de Paris dans l'histoire des idées et des institutions de la République».

À l'issue de son intervention, il est prévu un débat

(préparez vos questions), ainsi qu'une vente-dédicace de deux de ses ouvrages, toujours disponibles au siège des Amis de la Commune :

- «La Commune de Paris telle qu'en elle-même»
- «72 jours qui changèrent la cité».

Nous apprenons la disparition de l'Association Internationale Louise Michel. Créée à l'initiative de X. Gauthier en Octobre 2003, elle avait pour but de faire connaître la vie l'œuvre et le rôle historique de Louise Michel. Son fondateur, démissionnant pour raisons

professionnelles. De nombreuses défections des membres fondateurs ont entraîné la disparition de l'association. Nous le regrettons et le déplorons. Le tissu associatif est fragile. Efforçons-nous de le préserver...



N

otes de lecture



GABRIEL RANVIER (1828-1879). «LE CHRIST DE BELLEVILLE»*

Œuvre d'un historien chercheur cette biographie, riche en annexes, illustrations et notes, analyse avec rigueur le parcours humain et politique de Gabriel Ranvier, personnage majeur de la Commune (Comité central, Comité de salut public, maire...), Franc-maçon, «blanquiste libre», membre de l'Internationale, il organise la défense de Paris puis durant la Semaine Sanglante, celle de Belleville et des Buttes-Chaumont. Il s'exile à Londres, proche un temps de Marx, il s'en éloigne et œuvre totalement pour la solidarité et le secours aux déportés de Nouvelle-Calédonie. Condamné à mort par Versailles le 14 juillet 1874. Il quitte Londres pour l'Italie puis, très malade, revint mourir à Paris. Non amnistié car meneur, cet homme au

«sourire d'enfant» (Vallès), «naïf, pauvre, généreux»..., «corps émacié, tête livide»... combattant, père de famille ... il a subi insultes, souffrances, calomnies ; anticlérical farouche, il a incarné la Commune, la justice sociale.

Il meurt pauvre, ignoré, proscrit là où il avait combattu, lutté, souffert ... à deux pas de la dernière barricade de mai.

Honoré par les amis de la Commune en mai 2001 au mur des Fédérés.

Claude Chrétien

* Alain Dalotel.
Editions Dittmar .30 euros.



SÉRAPHINE*

«LES ESCALIERS DE LA BUTTE SONT DURS AUX MISÉREUX.

LES AILES DES MOULINS PROTÈGENT LES AMOUREUX».

On parle toujours des hommes qui meurent à la guerre, mais des femmes qui meurent en accouchant, on ne fait pas tant d'histoire en l'an 1871.

Ainsi est venu au monde à l'hospice un bébé maigre, respirant à demi, que les nonnes ont la prudence de baptiser très vite.

Elles l'ont nommée Séraphine pour qu'elle devienne plus sûrement un petit ange... Les Séraphins sont des anges qui ont des grosses joues et des grosses fesses.

Séraphine se raconte. 1855. Elle a treize ans. Sa vie paraît bien monotone sur la Butte Montmartre. Et pourtant, cette vie est pleine de rebondissements. Les personnages qui gravitent autour d'elle sont pittoresques et attachants, surtout Jeanne qui l'a élevée à la dure, une femme intransigeante. Elle ignore tout de

ses parents. On ne répond pas à sa quête de savoir.

Puis, peu à peu, le mot «Commune» surgit. Des souvenirs remontent, énigmatiques, évoqués brièvement par son entourage : un curé, un peintre, une courtisane, un aristo, un ouvrier au chantier, un socialiste et autres bandits rouges.

La Butte est en train de changer. C'est Jeanne qui parle : des cabarets ouverts toute la nuit pour les bourgeois et pour les fainéants. Des baraques construites sur les vignes. Plus de moulins. Des pauvres qui s'entassaient dans des bouges.

Et pire que tout, le chantier d'une église monstrueuse qui grandit comme un furoncle géant au-dessus de nos têtes.

L'avant-dernier chapitre nous plonge dans l'accélération des événements. Le grand mystère du passé se dévoile. L'épilogue nous comble d'aise.

Ce petit livre nous émeut et nous fait rire à la fois car,



sous la plume de l'auteure Marie Desplechin, *Séraphine* nous dépeint des scènes avec un humour subtil, qui ne blesse aucun, pour décrire le quotidien montmartrois, parfois cocasse, miséreux et non misérable, en cette fin de XIX^e siècle. *Séraphine* vient d'avoir treize ans. Les ados de son

âge applaudiront sa bagarre pour la vie, pour changer le monde des adultes.

Jacqueline Hog

* «*Séraphine*». Marie Desplechin. Ed. L'école des loisirs. 195 pages. 2005.



BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE DE LA COMMUNE DE PARIS 1871*

«Bibliographie critique de la Commune de Paris 1871» ou La mémoire nécessaire

Le nouveau Le Quillec est arrivé dans notre librairie du 46, rue des Cinq-Diamants et nous avons grand plaisir à vous en informer. En effet, le précédent ouvrage du même Le Quillec traitait déjà le sujet puisqu'il s'agissait effectivement d'une Bibliographie critique de la Commune de Paris. Mais l'édition nouvelle est considérablement augmentée car le nombre des entrées, toujours classées par ordre alphabétique, passe de 2600 à près de 5000. De plus les notices sont plus denses et plus nombreuses, les ouvrages évoqués font l'objet d'un plus grand nombre de précisions et les renvois permettent d'aller à une infinie diversité d'auteurs susceptibles d'étoffer le sujet.

Autre point important : La Commune de Paris-1871 se devait d'être présentée non seulement dans son contexte mais également avec ses préliminaires mêmes lointains. Ainsi que ses suites, ses conséquences à terme et les diverses tentatives faites pour la gommer de notre Histoire. Avec Le Quillec 2005, c'est chose faite.

Marcel Cerf a préfacé cet ouvrage indispensable pour un citoyen désireux d'être bien informé sur les racines de notre démocratie.

Claude Chanaud

* Robert Le Quillec.
Ed. Boutique de l'Histoire.
Prix : 38 euros



**LA LETTRE DE LA RENTRÉE PARAÎTRA
DÉBUT SEPTEMBRE 2006.**

DATE LIMITE DE REMISE DES ARTICLES : 31 JUILLET 2006.

**LE BULLETIN NUMÉRO° 29
PARAÎTRA DÉBUT NOVEMBRE 2006.**

DATE LIMITE DE REMISE DES ARTICLES : 30 SEPTEMBRE 2006.

Adressez directement vos articles à L'Association :

**Bulletin des Amis de la Commune de Paris
46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris
Téléphone 01 45 81 60 54**

**LES AMIS
DE LA COMMUNE DE PARIS**

46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris

Tél. : 01 45 81 60 54

Fax : 01 45 81 47 91

e-mail :

amis@commune1871.org

Site Internet :

www.commune1871.org



Création/Réalisation :
Jean-Marc Lefebvre
Comité de rédaction :
Jacqueline Hog, Marcel Cerf,
Claude Chanaud,
Thérèse Gourmaud,
Maxime Jourdan,
Charles Meister, Yves Pras,
Claude Willard
Impression : PUBLIC-IMPRIM